*Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I*

Anno 119° — Numero 340

# GAZZETTA UFFICIALE

## DELLA REPUBBLICA ITALIANA

*PARTE PRIMA* Roma - Mercoledì, 6 dicembre 1978 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - CENTRALINO 6510I
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI

Annuo L. 46.500 - Semestrale L. 24.500 - Trimestrale L. 12.700 - Un fascicolo L. 200 - Supplementi ordinari: L. 200 per ogni sedicesimo o frazione di esso - Fascicoli di annate arretrate: il doppio.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle Inserzioni)

Annuo L. 30.000 - Semestrale L. 16.000 - Trimestrale L. 8.500 - Un fascicolo L. 200 - Fascicoli di annate arretrate: il doppio.

Per l'ESTERO i prezzi di abbonamento sono il doppio di quelli indicati per l'interno

**L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 387001 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato**
**I fascicoli disguidati devono essere richiesti all'Amministrazione entro 30 giorni dalla data di pubblicazione**

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso l'Agenzia dell'Istituto Poligrafico dello Stato in ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro); presso le librerie concessionarie di: BARI, via Sparano, 134 — BOLOGNA, piazza del Tribunali, 5/F — FIRENZE, via Cavour, 46/r — GENOVA, via XII Ottobre, 172/r — MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3 — NAPOLI, via Chiaia, 5 — PALERMO, via Ruggero Settimo, 37 — ROMA, via del Tritone, 61/A — TORINO, via Roma, 80 e presso le librerie depositarie nei capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato — Direzione Commerciale — Piazza Verdi, 10 — 00100 Roma, versando l'importo, maggiorato delle spese di spedizione, a mezzo del c/c postale n. 387001. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono in Roma (Ufficio Inserzioni — Via XX Settembre — Palazzo del Ministero del Tesoro). Le suddette librerie concessionarie possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano e accompagnati dal relativo importo.

## SOMMARIO

### LEGGI E DECRETI

## COMUNITA' EUROPEE



## DISPOSIZIONI E COMUNICATI



## CONCORSI ED ESAMI

(8364)

# LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 26 settembre 1978, n. 772.

**Esecuzione degli emendamenti alla convenzione internazionale sulla linea di massimo carico del 5 aprile 1966, allegati alla risoluzione A.319(IX), adottata a Londra il 12 novembre 1975.**

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Ministro degli affari esteri, di concerto con il Ministro della marina mercantile;

Decreta:

*Articolo unico*

Piena ed intera esecuzione è data agli emendamenti alla convenzione internazionale sulla linea di massimo carico del 5 aprile 1966, allegati alla risoluzione A.319(IX), adottata a Londra il 12 novembre 1975, a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità all'art. 29 della convenzione.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 26 settembre 1978

PERTINI

ANDREOTTI — FORLANI — COLOMBO

Visto, *il Guardasigilli:* BONIFACIO
*Registrato alla Corte dei conti, addì 25 novembre 1978*
*Atti di Governo, registro n. 19, foglio n. 24*

OMCI

RESOLUTION A.319(IX)

Adoptée le 12 novembre 1975

AMENDEMENT
A LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1966
SUR LES LIGNES DE CHARGE

L'ASSEMBLEE,

Notant les dispositions de l'article 16, alinéa i) de la convention portant création de l'OMCI qui ont trait aux fonctions de l'assemblée,

Reconnaissant la nécessité d'améliorer la procédure d'amendement des annexes techniques de la convention internationale de 1966 sur les lignes de charge afin de garantir que les amendements sont approuvés dans un délai raisonnable,

Notant en outre que l'article 29 de ladite convention prévoit des procédures d'amendement qui impliquent une participation de l'Organisation,

Rappelant qu'elle a adopté par la résolution A.231(VII) des amendements à certains articles et règles de la convention internationale de 1966 sur les lignes de charge,

Ayant examine l'article 29 modifié de la convention internationale de 1966 sur les lignes de charge adopté par le Comité de la sécurité maritime à sa trente-deuxième session,

Adopte le texte modifié de l'article 29 de ladite convention dont le texte est reproduit en annexe à la présente résolution,

Prie le Secrétaire général de l'Organisation, conformément aux dispositions de l'alinéa *b*) du paragraphe 3) de l'article 29, de communiquer, pour examen et acceptation, des copies certifiées conformes de la présente résolution et de son annexe, à tous les Gouvernements Parties à la convention internationale de 1966 sur les lignes de charge, et d'en faire tenir des exemplaires à tous les Membres de l'Organisation,

Invite tous les Gouvernements intéressés à accepter l'amendement à une date aussi rapprochée que possible.

ANNEXE

Article 29

*Amendements*

1) La présente convention peut être modifiée par l'une ou l'autre des procédures définies dans les paragraphes ci-après.

2) Amendements après examen par l'Organisation:

*a*) tout amendement proposé par un Gouvernement contractant est soumis au Secrétaire général de l'Organisation et diffusé par celui-ci à tous les Membres de l'Organisation et à tous les Gouvernements contractants six mois au moins avant son examen;

*b*) tout amendement proposé et diffusé suivant la procédure ci-dessus est soumis au Comité de la sécurité maritime de l'Organisation pour examen;

*c*) les Gouvernements contractants des Etats, qu'ils soient ou non Membres de l'Organisation, sont autorisés à participer aux délibérations du Comité de la sécurité maritime aux fins de l'examen et de l'adoption des amendements;

*d*) les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers des Gouvernements contractants présents et votants au sein du Comité de la sécurité maritime élargi conformément à l'alinéa *c*) du présent paragraphe (ci-après dénommé « Comité de la sécurité maritime élargi ») à condition qu'un tiers au moins des Gouvernements contractants soient présents au moment du vote;

*e*) s'ils sont adoptés conformément à l'alinéa *d*) du présent paragraphe, les amendements sont communiqués par le Secrétaire général de l'Organisation à tous les Gouvernements contractants, aux fins d'acceptation;

*f*) i) un amendement à un article de la convention est réputé avoir été accepté à la date à laquelle il a été accepté par les deux tiers des Gouvernements contractants;

ii) un amendement à une annexe est réputé avoir été accepté:

à l'expiration d'une période de deux ans à compter de la date à laquelle il est communiqué aux Gouvernements contractants pour acceptation; ou

à l'expiration de toute autre période, qui ne pourra toutefois être inférieure à un an, s'il on est décidé ainsi au moment de son adoption par une majorité des deux tiers des Gouvernements contractants présents et votants au sein du Comité de la sécurité maritime élargi.

Toutefois, si pendant la période ainsi spécifiée plus d'un tiers des Gouvernements contractants, ou des Gouvernements contractants dont les flottes marchandes représentent au total 50 p. 100 au moins du tonnage brut de l'ensemble des flottes de navires de commerce de tous les Gouvernements contractants notifient au Secrétaire général de l'Organisation qu'ils élèvent une objection contre cet amendement, celui-ci est réputé ne pas avoir été accepté;

*g*) i) un amendement à un article de la convention entre en vigueur à l'égard des Gouvernements contractants qui l'ont accepté six mois après la date à laquelle il est réputé avoir été accepté, et il entre en vigueur à l'égard de chaque Gouvernement contractant qui l'accepte après cette date six mois après son acceptation par ce Gouvernement contractant;

ii) un amendement à une annexe entre en vigueur à l'égard de tous les Gouvernements contractants à l'exception de ceux qui ont élevé une objection contre ledit amendement conformément au sous-alinéa *f*) ii) du présent paragraphe et qui n'ont pas retiré cette objection, six mois après la date à laquelle il est réputé avoir été accepté. Toutefois, avant la date fixée pour l'entrée en vigueur d'un amendement, tout Gouvernement contractant pourra notifier au Secrétaire général de l'Organisation qu'il se dispense de donner effet à l'amendement pour une période qui ne dépasse pas un an à compter de la date de son entrée en vigueur, ou pour une période plus longue si la majorité des deux tiers des Gouvernements contractans présents et votants au sein du Comité de la sécurité maritime élargi au moment de l'adoption de l'amendement en décide ainsi.

3) Amendement par une conférence:

*a*) à la demande d'un Gouvernement contractant appuyée par un tiers au moins des Gouvernements contractants, l'Organisation convoque une conférence des Gouvernements contractants pour examiner les amendements à la présente convention;

*b*) tout amendement adopté par cette conférence à la majorité des deux tiers des Gouvernements contractants présents et votants est communiqué par le Secrétaire général de l'Organisation à tous les Gouvernements contractants aux fins d'acceptation;

*c*) à moins que la conférence n'en décide autrement, l'amendement est réputé avoir été accepté et entre en vigueur selon les procédures prévues respectivement aux alinéas 2) *f*) et 2) *g*) du présent article, à condition que les références au Comité de la sécurité maritime élargi dans ces alinéas soient considérées comme des références à la conférence.

4) *a*) Un Gouvernement contractant ayant accepté un amendement à une annexe qui est entré en vigueur n'est pas tenu d'étendre le bénéfice de la présente convention pour ce qui est d'un certificat délivré à un navire habilité à battre le pavillon d'un Etat dont le gouvernement a, conformément au sous-alinéa *f*) ii)

du paragraphe 2) du présent article, élevé une objection contre ledit amendement, et n'a pas retiré cette objection, mais seulement dans la mesure où ce certificat s'applique à des points qui sont visés par l'amendement en question;

*b*) un Gouvernement contractant ayant accepté un amendement à une annexe qui est entré en vigueur doit étendre le bénéfice de la présente convention pour ce qui est d'un certificat délivré à un navire habilité à battre le pavillon d'un Etat dont le gouvernement a notifié au Secrétaire général de l'Organisation, conformément au sous-alinéa *g*) ii) du paragraphe 2) du présent article, qu'il se dispense de donner effet à l'amendement.

5) Sauf disposition expresse contraire, tout amendement à la présente convention fait en application du présent article et qui a trait à la structure du navire n'est applicable qu'aux navires dont la quille a été posée ou qui se trouvaient à un stade d'avancement équivalent à la date d'entrée en vigueur de cet amendement, ou après cette date.

6) Toute déclaration d'acceptation ou d'objection relative à un amendement ou toute notification communiquées en vertu du sous-alinéa *g*) ii) du paragraphe 2) du présent article doivent être adressées par écrit au Secrétaire général de l'Organisation. Celui-ci informe tous les Gouvernements contractants de cette communication et de la date à laquelle il l'a reçue.

7) Le Secrétaire général de l'Organisation informe tous les Gouvernements contractants de tout amendement qui entre en vigueur en vertu du présent article ainsi que de la date à laquelle chaque amendement entre en vigueur.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
FORLANI

---

TRADUZIONE NON UFFICIALE

*N.B.* — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione del 5 aprile 1966.

OMCI

RISOLUZIONE A.319(IX)
Adottata il 12 novembre 1975

## EMENDAMENTO ALLA CONVENZIONE INTERNAZIONALE SULLA LINEA DI MASSIMO CARICO DEL 1966.

L'ASSEMBLEA,

Preso atto delle disposizioni dell'art. 16, comma i) della convenzione che istituisce l'OMCI riguardanti le funzioni dell'assemblea,

Riconosciuta la necessità di migliorare la procedura d'emendamento degli allegati tecnici della convenzione internazionale sulla linea di massimo carico del 1966, al fine di garantire che gli emendamenti siano approvati in un termine ragionevole,

Avendo inoltre preso atto che l'art. 29 di detta convenzione prevede delle procedure d'emendamento che implicano una partecipazione dell'Organizzazione,

Ricordando che con la risoluzione A.231(VII), essa ha adottato degli emendamenti ad alcuni articoli e norme della convenzione internazionale sulla linea di massimo carico del 1966,

Avendo esaminato l'art. 29 modificato della convenzione internazionale sulla linea di massimo carico del 1966, adottato dal Comitato di sicurezza marittima nella sua 32ª sessione,

Adotta il testo modificato dell'art. 29 di detta convenzione il cui testo è riprodotto in allegato alla presente risoluzione,

Prega il Segretario generale dell'Organizzazione, in conformità alle disposizioni dell'art. 29, paragrafo 3, comma *b*) di trasmettere, per l'esame e l'accettazione, delle copie certificate conformi della presente risoluzione e del suo allegato a tutti i Governi Parte della convenzione internazionale sulla linea di massimo carico del 1966 e di farne avere degli esemplari a tutti i Membri dell'Organizzazione,

Invita tutti i Governi interessati ad accettare l'emendamento al più presto possibile.

ALLEGATO

### Articolo 29
*Emendamenti*

1) La presente convenzione può essere modificata con una delle procedure indicate nei seguenti paragrafi.

2) Emendamenti in seguito ad esame da parte dell'Organizzazione:

*a*) ogni emendamento proposto da un Governo contraente viene sottoposto all'esame del Segretario generale dell'Organizzazione e da questi diramato a tutti i membri dell'Organizzazione e a tutti i Governi contraenti almeno sei mesi prima del suo esame;

*b*) ogni emendamento proposto e diramato secondo la procedura suindicata viene sottoposto all'esame del Comitato di sicurezza marittima dell'Organizzazione;

*c*) i Governi contraenti degli Stati, membri o non membri dell'Organizzazione, sono autorizzati a partecipare alle deliberazioni del Comitato di sicurezza marittima per l'esame e l'adozione degli emendamenti;

*d*) gli emendamenti vengono adottati a maggioranza dei due terzi dei Governi contraenti presenti e votanti in seno al Comitato di sicurezza marittima allargato conformemente al comma *c*) del presente paragrafo (qui di seguito denominato « Comitato di sicurezza marittima allargato ») a condizione che almeno un terzo dei Governi contraenti sia presente al momento del voto;

*e*) se vengono adottati conformemente al comma *d*) del presente paragrafo, gli emendamenti vengono trasmessi dal Segretario generale dell'Organizzazione a tutti i Governi contraenti, per l'accettazione;

*f*) i) un emendamento ad un articolo della convenzione è considerato accettato alla data in cui viene accettato dai due terzi dei Governi contraenti,

ii) un emendamento a un allegato viene considerato accettato:

allo scadere di un periodo di due anni dalla data in cui è stato trasmesso ai Governi contraenti per accettazione; o

allo scadere di qualsiasi altro periodo che non potrà tuttavia essere inferiore ad un anno, se così e stato deciso al momento della sua adozione a maggioranza dei due terzi dei Governi contraenti presenti e votanti in seno al Comitato di sicurezza marittima allargato.

Tuttavia, se durante il periodo anzidetto più di un terzo dei Governi contraenti, o dei Governi contraenti le cui flotte mercantili rappresentano complessivamente almeno il 50% del tonnellaggio lordo dell'insieme delle flotte mercantili di tutti i Governi contraenti, notificano al Segretario generale dell'Organizzazione che essi sollevano un'obiezione contro detto emendamento, quest'ultimo viene considerato come non accettato;

*g*) i) un emendamento ad un articolo della convenzione entra in vigore per i Governi contraenti che l'hanno accettato, sei mesi dopo la data in cui è considerato accettato, ed entra in vigore per ogni Governo contraente che l'accetta dopo detta data, sei mesi dopo l'accettazione da parte di detto Governo contraente;

ii) un emendamento ad un allegato entra in vigore per tutti i Governi contraenti, ad eccezione di quelli che hanno sollevato obiezione contro detto emendamento in conformità al sotto-comma *f*) ii) del presente paragrafo e che non hanno ritirato detta obiezione, sei mesi dopo la data in cui è considerato accettato. Tuttavia, prima della data fissata per l'entrata in vigore di un emendamento, ogni Governo contraente potrà notificare al Segretario generale dell'Organizzazione che si dispensa dal dare efficacia all'emendamento per un periodo non superiore ad un anno a decorrere dalla data della sua entrata in vigore o per un periodo più lungo se la maggioranza dei due terzi dei Governi contraenti presenti e votanti in seno al Comitato di sicurezza marittima allargato deciderà in tal senso al momento dell'adozione dell'emendamento.

3) Emendamento tramite convocazione di una conferenza:

*a*) su richiesta di un Governo contraente, appoggiata da almeno un terzo dei Governi contraenti, l'Organizzazione convoca una conferenza dei Governi contraenti per esaminare gli emendamenti alla presente convenzione;

*b*) ogni emendamento adottato da detta conferenza con la maggioranza dei due terzi dei Governi contraenti presenti e votanti, verra trasmesso dal Segretario generale dell'Organizzazione a tutti i Governi contraenti per l'accettazione;

*c*) salvo diversa decisione della conferenza, l'emendamento è considerato come accettato ed entra in vigore secondo le procedure previste rispettivamente ai comma 2) *f*) e 2 *g*) del presente articolo, a condizione che i riferimenti al Comitato di sicurezza marittima allargata in detti paragrafi siano considerati come riferimenti alla conferenza.

4) *a*) Un Governo contraente che ha accettato un emendamento ad un allegato entrato in vigore, non è tenuto ad estendere il beneficio della presente convenzione ad un certificato rilasciato ad una nave abilitata a battere bandiera di uno Stato il cui Governo, conformemente al sotto-comma *f*) ii) del paragrafo 2) del presente articolo, ha sollevato una obiezione contro detto emendamento e non ha ritirato detta obiezione, ma soltanto nella misura in cui questo certificato si applica a dei punti che sono previsti dall'emendamento in questione;

*b*) un Governo che ha accettato un emendamento ad un allegato già entrato in vigore deve estendere il beneficio della presente convenzione per quanto riguarda un certificato rilasciato ad una nave abilitata a battere bandiera di uno Stato il cui Governo ha notificato al Segretario generale dell'Organizzazione, conformemente al sotto-comma *g*) ii) del paragrafo 2) del presente articolo, che si dispensa dal dar efficacia all'emendamento.

5) Salvo specifica disposizione contraria, ogni emendamento alla presente convenzione fatto in applicazione del presente articolo e che concerne la struttura della nave, si applica solo alle navi la cui chiglia è stata impostata o che si trovano ad uno stadio avanzato equivalente alla data dell'entrata in vigore di tale emendamento o dopo detta data.

6) Le dichiarazioni di accettazione o di obiezione relative ad un emendamento o qualsiasi notifica comunicata in virtù del sotto-comma *g*) ii) del paragrafo 2) del presente articolo devono essere trasmesse per iscritto al Segretario generale dell'Organizzazione. Quest'ultimo informerà tutti i Governi contraenti di detta comunicazione e della data in cui l'ha ricevuta.

7) Il Segretario generale dell'Organizzazione informerà tutti i Governi contraenti di ogni emendamento che entrerà in vigore in virtù del presente articolo, nonché della data dell'entrata in vigore di ciascun emendamento.

---

## RELAZIONE e DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 24 novembre 1978.

**Scioglimento del consiglio comunale di Carmignano.**

*Al Presidente della Repubblica*

Il consiglio comunale di Carmignano (Firenze), eletto nella consultazione elettorale del 14 maggio 1978, dopo aver provveduto alla convalida degli eletti, non è riuscito ad eleggere il sindaco e la giunta.

Le riunioni all'uopo tenute, il 22, 27 giugno e 14 luglio 1978, riuscivano infruttuose.

Nella riunione del 15 luglio u.s., a seguito di votazione di ballottaggio, veniva eletto il sindaco che, nella stessa seduta, rinunciava all'incarico.

Il prefetto, allora, allo scopo di richiamare l'attenzione di quel consiglio comunale sulla responsabilità ad esso derivante dall'inosservanza di un preciso obbligo di legge, con decreto n. 1734 del 21 settembre 1978, notificato a tutti i consiglieri, disponeva una duplice convocazione d'ufficio di quell'organo per i giorni 9 e 10 ottobre 1978, rispettivamente in prima e seconda convocazione, ai fini dell'elezione del sindaco e della giunta, con l'esplicita diffida, ai sensi e per gli effetti dell'art. 323, del testo unico 4 febbraio 1915, n. 148, della legge comunale e provinciale, che, qualora anche tali adunanze fossero riuscite infruttuose, sarebbe stato promosso lo scioglimento del consiglio comunale inadempiente.

Neppure tale tentativo sortiva l'effetto voluto.

Nella prima adunanza del 9 ottobre 1978, dopo due votazioni libere a scrutinio segreto, con la presenza di solo dieci consiglieri dei venti assegnati all'ente, veniva eletto il sindaco e la giunta.

Le relative votazioni venivano annullate dall'organo di controllo in quanto era venuto a mancare, nel corso della seduta lo speciale *quorum* di consiglieri richiesto dall'art. 5 del testo unico 16 maggio 1960, n. 570, per la legalità della seduta.

La successiva seduta di seconda convocazione tenutasi il 10 ottobre u.s., andava deserta essendo presenti solo dieci consiglieri.

Il prefetto, pertanto, considerato che il predetto consiglio ha persistito, ad onta della formale diffida, nel violare un preciso obbligo di legge e che la conseguente paralisi funzionale costituisce grave pregiudizio per gli interessi dell'ente, ha proposto, a norma del citato art. 323 del testo unico 4 febbraio 1915, n. 148, lo scioglimento del consiglio, provvedendo, nel contempo, alla sospensione di esso ed alla nomina di un commissario per la provvisoria gestione del comune, ai sensi dell'art. 105 del regio decreto 30 dicembre 1929, n. 2839.

Attesa la manifesta inadempienza del consiglio comunale di Carmignano (Firenze), nonostante la formale diffida del prefetto, in ordine ad un preciso obbligo di legge di carattere esenziale ai fini del funzionamento dell'amministrazione, si ritiene che, nella specie, ricorrano pienamente gli estremi per far luogo alla proposta misura di rigore.

Mi onoro, pertanto, di sottoporre alla firma della S.V. Ill.ma l'unito schema di decreto col quale si provvede allo scioglimento del consiglio comunale di Carnignano (Firenze) ed alla nomina di un commissario straordinario per la provvisoria gestione del comune nella persona del dott. Claudio Giannotti.

Roma, addì 17 novembe 1978

*Il Ministro dell'interno*: ROGNONI

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Considerato che, malgrado la formale diffida del prefetto, il consiglio comunale di Carmignano (Firenze) non è riuscito a provvedere alla elezione del sindaco e della giunta negligendo così un preciso adempimento prescritto dalla legge di carattere essenziale ai fini del funzionamento dell'amministrazione;

Ritenuto, pertanto, che ricorrano gli estremi per far luogo allo scioglimento della suddetta rappresentanza;

Visti gli articoli 323 del testo unico della legge comunale e provinciale approvato con regio decreto 4 febbraio 1915, n. 148 e 106 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2839;

Sulla proposta del Ministro dell'interno la cui relazione è allegata al presente decreto e ne costituisce parte integrante;

Decreta:

Art. 1.

Il consiglio comunale di Carmignano (Firenze) è sciolto.

Art. 2.

Il dott. Claudio Giannotti è nominato commissario straordinario per la provvisoria gestione del comune suddetto fino all'insediamento degli organi ordinari, a norma di legge.

Al predetto commissario sono conferiti i poteri spettanti al consiglio stesso.

Il Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 24 novembre 1978

PERTINI

ROGNONI

(9413)

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 28 novembre 1978.

**Approvazione dell'elenco n. 9 delle istituzioni pubbliche di assistenza e beneficenza che sono da escludere dal trasferimento ai comuni in quanto svolgono in modo precipuo attività inerenti la sfera educativo-religiosa.**

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Vista la legge 22 luglio 1975, n. 382;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 luglio 1977, n. 616, che attua la delega di cui all'art. 1 della citata legge 22 luglio 1975, n. 382;

Visto l'art. 25 del predetto decreto 24 luglio 1977, n. 616, che detta norme per il trasferimento ai comuni delle funzioni amministrative relative all'organizzazione ed alla erogazione dei servizi di assistenza e di beneficenza, di cui agli articoli 22 e 23 dello stesso decreto;

Visti i decreti del Presidente del Consiglio 16 luglio 1978, 29 agosto 1978, 9 settembre 1978, 16 ottobre 1978, 30 ottobre 1978, 14 novembre 1978, 20 novembre 1978 e 23 novembre 1978 con i quali — ai sensi del settimo comma dell'art. 25 del predetto decreto del Presidente della Repubblica 24 luglio 1977, n. 616 — sono stati approvati, rispettivamente, gli elenchi n. 1, n. 2, n. 3, n. 4, n. 5, n. 6, n. 7 e n. 8 delle IPAB - istituzioni pubbliche di assistenza e beneficenza che sono da escludere dal trasferimento ai comuni in quanto svolgono in modo precipuo attività inerenti la sfera educativo-religiosa;

Considerato che la commissione prevista dal citato art. 25 — nominata con decreto del Presidente del Consiglio 23 dicembre 1977 — con nota 10 novembre 1970 n. VT 382.25.AG/627 ha comunicato un nono elenco delle IPAB - istituzioni pubbliche di assistenza e beneficenza che sono da escludere dal trasferimento ai comuni in quanto svolgono in modo precipuo attività inerenti la sfera educativo-religiosa;

Visti gli atti relativi;

Ritenuto che occorre provvedere, ai sensi del settimo comma dello stesso art. 25 sopracitato, all'approvazione dell'elenco anzidetto;

Decreta:

E' approvato, ai sensi del settimo comma dell'art. 25 del decreto del Presidente della Repubblica 24 luglio 1977, n. 616, l'elenco n. 9 delle IPAB - istituzioni pubbliche di assistenza e beneficenza che sono da escludere dal trasferimento ai comuni in quanto svolgono in modo precipuo attività inerenti la sfera educativo-religiosa, elenco che comprende i seguenti enti:

1) asilo infantile - Lierna (Como);
2) asilo infantile - Olcio-Mandello del Lario (Como);
3) asilo infantile - Merate (Como);
4) asilo infantile - Olginate (Como);
5) asilo infantile - Oltrona S. Mamette (Como);
6) asilo infantile - scuola materna - Osnago (Como);
7) asilo infantile - Ossuccio (Como);
8) asilo infantile - scuola materna - Pasturo (Como);
9) asilo infantile - Rodero (Como);
10) asilo infantile - Sabbioncello-Pagnano-Merate (Como);
11) asilo infantile - Varenna (Como);

12) asilo infantile - scuola materna - Casanova Lanza - Valmorea (Como);
13) scuola materna « Asilo infantile Visino » - Visino Valbrona (Como);
14) scuola materna « A. Stoppani » - Lecco (Como);
15) scuola materna « A. Tagliabue » - Bregnano (Como);
16) scuola materna « A. Volta » - Breccia (Como);
17) asilo infantile (scuola materna) - Fondazione Beretta Carughi - San Fermo della Battaglia (Como);
18) asilo infantile B. P. Berri - Premana (Como);
19) asilo infantile « Bianconi » - Sirone (Como);
20) asilo infantile « Aluigi Francesco » - Bulgorello di Cadorago (Como);
21) ente morale « Bertarelli » - Galbiate (Como);
22) asilo infantile - Rovellasca (Como);
23) scuola materna « asilo infantile Dell'Era-Aldè » - Lecco Rep. S. Giovanni (Como);
24) asilo infantile « Domenico Mazzucconi » - Rancio di Lecco (Como);
25) asilo infantile - scuola materna « D. Ortelli » - Rovenna-Cernobbio (Como);
26) scuola materna « Anselmo Vanini » - Nesso (Como);
27) asilo e scuola materna « Giovenzana » - Casatenovo Brianza (Como);
28) asilo infantile « Dott. Francesco Cornelio » - Eupilio (Como);
29) asilo infantile « Camillo Cavour » - S. Giovanni-Bellaggio (Como);
30) asilo infantile « Campi-Robbiani » - Rovello Porro (Como);
31) asilo infantile « Carlo Carcano » - Mandello del Lario (Como);
32) asilo infantile « Carlo e Teresa Saibene » - Cirimido (Como);
33) asilo infantile « Carlo Pizzala » - Orsenigo (Como);
34) asilo infantile « Casa dei Bambini » - Malgrate (Como);
35) asilo infantile « Casa del Bambino » - Abbadia Lariana (Como);
36) asilo infantile « Cav. Bernardo Roveda » - Casargo (Como);
37) asilo infantile « Cesare Cantù » - Brivio (Como);
38) asilo infantile «Conte Filippo e Caterina Rusca» - Lurago Marinone (Como);
39) scuola materna - asilo infantile « Gaspare Carugati » - Maneralomazzo (Como);
40) scuola materna « G. Cioja » - Missaglia (Como);
41) scuola materna non statale « Giuseppe Garibaldi » - Cermenate (Como);
42) asilo infantile « Gherardo Sommi Picenardi » - Olgiate Molgora (Como);
43) asilo infantile « Giancarla Ancarani » - Cernusco Lombardone (Como);
44) scuola materna « Gianni Locatelli » - Chiuso di Lecco (Como);
45) asilo infantile « Giovanni dé Wich » - Locate Varesino (Como);
46) asilo infantile « Giuseppe Gargagnati » - Asnago di Cermenate (Como);
47) scuola materna « Giuseppe Garibaldi » - Bellagio (Como);
48) asilo infantile « Giuseppe Redaelli » - Cesana Brianza (Como);
49) asilo - scuola materna « Giulio Prinetti » - Beverate-Brivio (Como);
50) scuola materna « M. e D. Greppi » - Perledo (Como);
51) asilo infantile - Opera Pia «Ida Maria Torriani» - Primaluna (Como);
52) asilo infantile - Casa dei Bambini « Irene Falck » - Dongo (Como);
53) scuola materna - asilo Isabella - Molteno (Como);
54) asilo infantile « Lina e Rosa » - Mozzate (Como);
55) asilo infantile « Luigi e Teresa Bocconi » - Monticello Brianza (Como);
56) asilo infantile « Luigia Gavazzi » - Valmadrera (Como);
57) asilo infantile « March. Lina Carcano » - Anzano del Parco (Como);
58) asilo infantile « Maria » - scuola materna - Griante (Como);
59) asilo infantile « Maria Castelbarco Pindemonte » - Imbersago (Como);
60) asilo infantile « Maria Nessi » - Albiolo (Como);
61) asilo infantile « Massimo De Vecchi » - Ello (Como);
62) asilo infantile - scuola materna - Maccio-Villa Guardia (Como);
63) asilo infantile «Mons. Pozzoli» - Inverigo (Como);
64) scuola materna « Asilo infantile Monumento ai Caduti » - Lecco - Rep. Germanedo (Como);
65) asilo infantile « Elena » - Robbiate (Como);
66) scuola materna - asilo infantile « E. Mario Lezzeni » - Torno (Como);
67) asilo infantile « E. Nava » - Civate (Como);
68) asilo infantile - scuola materna « Enrico Bonaiti » - Lecco (Como);
69) scuola materna « Enrico Terraneo » - Cascina Amata - Cantù (Como);
70) asilo infantile « Cav. del Lavoro Federico Fioroni » - Visgnola Bellagio (Como);
71) asilo infantile «Filippo Argenti» - Cantù (Como);
72) asilo infantile « Franchi » - Camnago Volta (Como);
73) asilo infantile « Origo » - Calco (Como);
74) asilo infantile - scuola materna « Orlando e Giuseppina Giobbia » - Albavilla (Como);
75) asilo infantile - Piazza S. Stefano-Cernobbio (Como);
76) asilo infantile « Pier Andrea Comolli di Cagno » - Cagno (Como);
77) scuola materna - Proserpio (Como);
78) asilo infantile « Rag. Angelo Borella » - Solzago di Tavernerio (Como);
79) asilo infantile - scuola materna « Raimondi Mantica March. Giorgio » - Fino Mornasco (Como);
80) asilo infantile « Regina Elena » - Caglio (Como);
81) asilo infantile «Regina Elena» - Colonno (Como);
82) asilo infantile « Rosetta Tremolada » - Caslino D'Erba (Como);
83) scuola materna « Rusconi-Fioroni » - Lasnigo (Como);
84) asilo infantile « Sac. G. Bernasconi » - Civiglio (Como);
85) asilo infantile « S. Carlo Borromeo » - Figino Serenza (Como);
86) asilo infantile « S. Giuseppe » - Fenegrò (Como);
87) asilo infantile - Brenna Brianza (Como);

88) scuola materna non statale - Civello-Villa Guardia (Como);
89) asilo infantile - scuola materna - Esino Lario (Como);
90) scuola materna - Guanzate (Como);
91) scuola materna - Nibionno-Tabiago (Como);
92) scuola materna non statale - Rebbio (Como);
93) asilo infantile « S. Maria » - Cadorago (Como);
94) asilo infantile - scuola materna « SS. Redentore » - Novedrate (Como);
95) asilo infantile « Stanga » - scuola materna - Parravicino d'Erba (Como);
96) asilo infantile « Teresa Bazzoni » - Lezzeno (Como);
97) asilo infantile « Teresa Prevosti » - Sirtori (Como);
98) asilo infantile - scuola materna « Terzilla » - Carlazzo-S. Pietro Sovera (Como);
99) scuola materna « Tommaso Grossi » - Bellano (Como);
100) asilo infantile « Principe Umberto di Savoia » - Pognana Lario (Como);
101) asilo infantile « Umberto I » - Maslianico (Como);
102) scuola materna « Venini » - Introbio (Como);
103) asilo infantile « Vidario » - Alzate Brianza (Como);
104) asilo infantile « Vincenzo Bonacina » - Dolzago (Como);
105) asilo infantile « Zaffiro Isacco » - Merone (Como);
106) asilo infantile - scuola materna « Don Giovanni Nava » - Acquate-Lecco (Como);
107) asilo infantile « Stoppani-Schiavetti » - Zelbio (Como);
108) asilo infantile - scuola materna - Piazza Brembana (Bergamo);
109) asilo infantile « Luigi Lilio » - Cirò (Catanzaro);
110) pio istituto « Negrone Durazzo Brignole Sale » - Genova;
111) scuola materna « Dott. E. Benincasa » - S. Giovanni in Fiore (Cosenza);
112) asilo infantile « La Vittoria » - Morano Calabro (Cosenza);
113) asilo infantile « Urbana S. in Santojanni » - Firmo (Cosenza);
114) asilo infantile « Urbana S. De Santojanni » - Lungro (Cosenza);
115) opera pia - asilo infantile « Araldi-Barili » - Casalbellotto (Cremona);
116) asilo infantile - scuola materna - Capergnanica (Cremona);
117) asilo - Monumento a ricordo dei caduti in guerra - Gussola (Cremona);
118) scuola materna - asilo infantile - Ombriano-Crema (Cremona);
119) asilo infantile - scuola materna - Ostiano (Cremona);
120) asilo infantile « Assandri » - Capralba (Cremona);
121) asilo infantile « Carlo Calzi » - Bordolano (Cremona);
122) opera pia asilo infantile « Luigi Chiozzi » - Casalmaggiore (Cremona);
123) asilo infantile « Don F. Maria Conti » - Sergnano (Cremona);
124) asilo infantile « Margherita di Savoia » - Ripalta Cremasca (Cremona);
125) asilo infantile « M. Benvenuti » - Scuola materna - Montodine (Cremona);
126) scuola materna - asilo infantile « Pio Ricordo » - Santa Maria della Croce - Crema (Cremona);
127) scuola materna « Regina Elena » - Offanengo (Cremona);
128) scuola materna « Rosa e Carolina Agazzi » - Volongo (Cremona);
129) scuola materna - asilo infantile « S. Bernardino » - Crema (Cremona);
130) scuola materna - Moscazzano (Cremona);
131) scuola materna e asilo infantile - Trescore Cremasco (Cremona);
132) opera pia - asilo infantile « Vertua Balossi » - Castelleone (Cremona);
133) asilo infantile - scuola materna « Alberto Keller » - Villanovetta-Verzuolo (Cuneo);
134) asilo infantile « A. Roero » - Guarene (Cuneo);
135) asilo infantile « Artuffi » - Ceresole d'Alba (Cuneo);
136) asilo infantile - scuola materna - Alba (Cuneo);
137) asilo infantile - Busca (Cuneo);
138) asilo infantile cattolico - Cuneo;
139) asilo infantile centrale - Boves (Cuneo);
140) asilo infantile - Caraglio (Cuneo);
141) asilo infantile - Entracque (Cuneo);
142) asilo infantile - Fontanelle-Boves (Cuneo);
143) asilo infantile - Levaldigi (Cuneo);
144) asilo infantile - Limone Piemonte (Cuneo);
145) asilo infantile - Manta (Cuneo);
146) asilo infantile - Marene (Cuneo);
147) asilo infantile (scuola materna) - Monasterolo di Savigliano (Cuneo;)
148) asilo infantile dei Piani di Breo e della Valle - Mondovì (Cuneo);
149) asilo infantile Del Borgato - scuola materna « Speranza » - Mondovì (Cuneo);
150) asilo infantile - Carassone-Mondovì (Cuneo);
151) asilo infantile - Narzole (Cuneo);
152) asilo infantile - Polonghera (Cuneo);
153) asilo infantile - Pratavecchia-Dronero (Cuneo);
154) asilo infantile - Roccaforte Mondovì (Cuneo);
155) asilo infantile - Roreto-Cherasco (Cuneo);
156) asilo infantile - San Michele di Mondovì (Cuneo);
157) asilo infantile - scuola materna - Scarnafigi (Cuneo);
158) scuola materna - asilo infantile - Sommariva Bosco (Cuneo);
159) asilo infantile - Venasca (Cuneo);
160) scuola materna « asilo infantile » - Bima-Cervere (Cuneo);
161) asilo infantile « Bonafous » - Cortemilia (Cuneo);
162) asilo infantile « Borrone » - Cavallermaggiore (Cuneo);
163) asilo infantile « Campioni Polti » - Borgo Ponte - Garessio (Cuneo);
164) asilo infantile rurale - scuola materna « Can. Comm. C. Mondino » - Merlo-Mondovì (Cuneo);
165) asilo infantile « Calisto di Lesegno » - Lesegno (Cuneo);
166) asilo infantile « D. Basso » - Roata Rossi (Cuneo);
167) asilo infantile « De Michelis-Mondino » - fraz. Madonna delle Grazie (Cuneo);

168) asilo infantile « Divina Provvidenza » - Rivoira Boves (Cuneo);
169) asilo infantile - Dogliani-Castello (Cuneo);
170) asilo infantile « Don Antonio Gerbino » - Villar S. Costanzo (Cuneo);
171) asilo infantile « Dott. Turco » - Monastero Vasco (Cuneo);
172) asilo infantile « E. Zanaroli » - Maddalene-Fossano (Cuneo);
173) asilo infantile « Francesca Mussone » - Castellinaldo (Cuneo);
174) asilo infantile « Gandolfi-Camusso » - San Bartolomeo Valpesio-Chiusa Pesi (Cuneo);
175) asilo infantile - scuola materna « G.B. Royneri » - Genola (Cuneo);
176) casa benefica « G. Roatta ved. Dardanelli » - Breolungi-Mondovì (Cuneo);
177) asilo infantile « Guido Roccavilla » - Sanfront (Cuneo);
178) asilo d'infanzia « L. Dompè » - Fossano (Cuneo);
179) scuola materna - asilo infantile « Luigi Emina » - Robilante (Cuneo);
180) asilo infantile « Principe di Piemonte » - Castino (Cuneo);
181) asilo infantile « Principessa Iolanda » - Falicetto-Verzuolo (Cuneo);
182) asilo infantile « Regina Margherita » - Canale (Cuneo);
183) asilo infantile « Regina Margherita » - Montanera (Cuneo);
184) asilo infantile « Regina Margherita » - Saluzzo (Cuneo);
185) asilo infantile « Regina Pacis » - Branzola-Villanova Mondovì (Cuneo);
186) asilo infantile « Rinaudo Delfina Colonna » - Villanova Solaro (Cuneo);
187) asilo infantile centrale « Sac. Andrea Dho » - Monastero Vasco (Cuneo);
188) asilo infantile - scuola materna « Sacra Famiglia » - Novello (Cuneo);
189) asilo infantile « S. Giuseppe » - Pianvignale-Frabosa Sottana (Cuneo);
190) asilo infantile « S. Antonino M. » - Bra (Cuneo);
191) scuola materna - Saliceto (Cuneo);
192) asilo infantile « Umberto e Margherita » - San Rocco Castagnaretta (Cuneo);
193) asilo infantile « S. Giuseppe » - Pamparato (Cuneo);
194) asilo infantile « Sperino » - scuola materna - Villafalletto (Cuneo);
195) asilo infantile « Cav. dott. Umberto Baudino » - Vernante (Cuneo);
196) asilo infantile - scuola materna « Umberto I » - Verzuolo (Cuneo);
197) asilo infantile « Urbano » - scuola materna - Cherasco (Cuneo);
198) asilo infantile « Verani » - Monticello d'Alba (Cuneo);
199) asilo infantile - Casalgrasso (Cuneo).

Roma, addì 28 novembre 1978

*Il Presidente*: ANDREOTTI

(9510)

DECRETO MINISTERIALE 5 ottobre 1978.

**Revoca dell'autorizzazione alla produzione ed al commercio della specialità medicinale denominata « Artrowas Wassermann », della ditta A. Wassermann S.p.a. - Società italiana per specialità farmaco-terapeutiche, in Milano.** (Decreto di revoca n. 5262/R).

IL MINISTRO DELLA SANITA'

Visto il decreto in data 29 dicembre 1955, con il quale venne registrata al n. 10697/A la categoria confetti nella confezione da 20 confetti della specialità medicinale denominata « Artrowas Wassermann », a nome della ditta A. Wassermann S.p.a. - Società italiana per specialità farmaco-terapeutiche, con sede in Milano, via Ampère, 56, preparata nell'officina farmaceutica della ditta stessa;

Considerato che il Consiglio superiore di sanità, nella seduta del 21 settembre 1977, ha espresso il parere di procedere alla revoca dei prodotti in commercio contenenti aminofenazone per via orale, tenuto conto delle limitazioni e cautele che l'impiego di tale sostanza richiede;

Considerato, altresì, che la proposta di modifica di composizione (sostituzione dell'aminofenazone con propifenazone) presentata dalla ditta succitata non è stata ritenuta accettabile per la presenza nella specialità in parola di altri componenti non rilevanti ad una terapia antireumatica, come da parere del Consiglio superiore di sanità in data 24 maggio 1978;

Ritenuto, pertanto, che nella specie ricorre l'applicazione dell'art. 27, n. 1, del regolamento approvato con regio decreto 3 marzo 1927, n. 478, in quanto non sussistono più le condizioni in base alle quali la specialità fu autorizzata;

Visti gli articoli 164 e 175 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Decreta:

E' revocata la registrazione della categoria confetti nella confezione da 20 confetti della specialità medicinale denominata « Artrowas Wassermann », registrata al n. 10697/A in data 29 dicembre 1955, a nome della ditta A. Wassermann S.p.a. - Società italiana per specialità farmaco-terapeutiche, con sede in Milano, via Ampère, 56.

Il prodotto del quale è revocata la registrazione deve essere ritirato dal commercio.

I medici provinciali della regione a statuto speciale Sicilia ed i competenti organi delle restanti regioni a statuto ordinario e speciale sono tenuti all'esecuzione del presente decreto, da comunicarsi agli ordini dei medici e dei farmacisti delle rispettive circoscrizioni e da notificarsi in via amministrativa alla ditta interessata.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 5 ottobre 1978

*Il Ministro*: ANSELMI

(8621)

DECRETO MINISTERIALE 4 novembre 1978.

**Ulteriore rinvio delle elezioni dei rappresentanti del personale nel consiglio di amministrazione del Ministero del lavoro e della previdenza sociale.**

IL MINISTRO
DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 22 luglio 1977, n. 721, recante il regolamento per la elezione dei rappresentanti del personale nei consigli di amministrazione e organi similari ai sensi dell'art. 7 della legge 28 ottobre 1970, n. 775;

Visto il proprio decreto 30 giugno 1978, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del 10 luglio 1978 e nel Bollettino ufficiale del Ministero dell'11 luglio 1978 ai sensi dell'art. 3 del decreto del Presidente della Repubblica 22 luglio 1977, n. 721, con il quale sono state indette le elezioni dei rappresentanti del personale nel consiglio di amministrazione del Ministero del lavoro e della previdenza sociale per il 29 ottobre 1978;

Visto il proprio decreto 25 ottobre 1978, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del 19 ottobre 1978 e nel Bollettino ufficiale del Ministero del 19 ottobre 1978, con il quale sono state rinviate al 10 dicembre 1978 le elezioni dei rappresentanti del personale del consiglio di amministrazione del Ministero del lavoro e della previdenza sociale;

Vista la comunicazione della Presidenza del Consiglio dei Ministri del 31 ottobre 1978;

Decreta:

Art. 1.

Le elezioni dei rappresentanti del personale nel consiglio di amministrazione del Ministero del lavoro e della previdenza sociale indette per il 10 dicembre 1978 sono ulteriormente rinviate al 25 marzo 1979.

Art. 2.

Tutti i termini si intendono riaperti e tutte le scadenze prorogate in relazione alla nuova data delle elezioni.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Bollettino ufficiale del Ministero ai sensi dell'art. 3 del regolamento.

Roma, addì 4 novembre 1978

*Il Ministro*: SCOTTI

(9512)

DECRETO MINISTERIALE 17 novembre 1978.

**Concessione per sei mesi del trattamento straordinario di integrazione salariale in favore dei lavoratori dipendenti dalla ditta Achille Talenti, in Roma.**

IL MINISTRO
DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Vista la legge 12 agosto 1977, n. 675, concernente provvedimenti per il coordinamento della politica industriale, la ristrutturazione, la riconversione e lo sviluppo del settore;

Vista la delibera del CIPI del 19 ottobre 1978, con la quale è stata accertata la sussistenza della crisi aziendale della ditta Achille Talenti di Roma;

Ritenuta la necessità di provvedere alla corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale in favore dei lavoratori dipendenti dalla società sopra indicata sospesi o lavoranti ad orario ridotto;

Sentite le organizzazioni sindacali e la regione interessata;

Decreta:

In favore dei lavoratori dipendenti dalla ditta Achille Talenti di Roma, è disposta la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale per il periodo dal 22 maggio 1978 al 19 novembre 1978.

Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a)* e *b)*, della legge 12 agosto 1977, n. 675.

L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento di integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 17 novembre 1978

*Il Ministro*: SCOTTI

(9448)

DECRETO MINISTERIALE 17 novembre 1978.

**Ulteriore rinvio delle elezioni dei rappresentanti del personale nel consiglio di amministrazione del Ministero della sanità.**

IL MINISTRO DELLA SANITA'

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 22 luglio 1977, n. 721, recante il regolamento per la elezione dei rappresentanti del personale nei consigli di amministrazione e organi similari ai sensi dell'art. 7 della legge 28 ottobre 1970, n. 775;

Visto il proprio decreto in data 21 marzo 1978, con il quale venivano indette, per il giorno 29 ottobre 1978, le elezioni dei rappresentanti del personale nel consiglio di amministrazione del Ministero della sanità;

Visto il proprio decreto in data 21 settembre 1978, con il quale le elezioni stesse venivano rinviate alla data del 10 dicembre 1978;

Visto il telegramma n. 8913/8/775/3 del 31 ottobre 1978, con il quale la Presidenza del Consiglio, per consentire l'approvazione di modifiche al regolamento sopra citato, ha fissato al 25 marzo 1979 la nuova data delle elezioni;

Decreta:

Le elezioni dei rappresentanti del personale nel consiglio di amministrazione del Ministero della sanità, già indette per il giorno 10 dicembre 1978, si svolgeranno il giorno 25 marzo 1979 dalle ore 8 alle ore 20.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 17 novembre 1978

*Il Ministro*: ANSELMI

(9416)

DECRETO MINISTERIALE 17 novembre 1978.

**Concessione per sei mesi del trattamento straordinario di integrazione salariale in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. Doppieri, con sede e stabilimento in Novara.**

IL MINISTRO
DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Vista la legge 12 agosto 1977, n. 675, concernente provvedimenti per il coordinamento della politica industriale, la ristrutturazione, la riconversione e lo sviluppo del settore;

Vista la delibera del CIPI del 21 settembre 1978, con la quale è stata accertata la sussistenza della condizione di ristrutturazione della S.pa. Doppieri, con sede e stabilimento in Novara;

Ritenuta la necessità di provvedere alla corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale in favore dei lavoratori dipendenti dalla società sopra indicata sospesi o lavoranti ad orario ridotto;

Sentite le organizzazioni sindacali interessate;

Udito il parere dell'ufficio regionale del lavoro di Torino;

Decreta:

In favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. Doppieri, con sede e stabilimento in Novara, è disposta la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale per il periodo dal 27 febbraio 1978 al 26 agosto 1978.

Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675.

L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento di integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 17 novembre 1978

*Il Ministro*: SCOTTI

(9449)

DECRETO MINISTERIALE 17 novembre 1978.

**Concessione per sei mesi del trattamento straordinario di integrazione salariale in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. I.T.P.S., con sede in Torino e stabilimento in Copiano.**

IL MINISTRO
DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Vista la legge 12 agosto 1977, n. 675, concernente provvedimenti per il coordinamento della politica industriale, la ristrutturazione, la riconversione e lo sviluppo del settore;

Vista la delibera del CIPI del 19 ottobre 1978, con la quale è stata accertata la sussistenza della condizione di ristrutturazione e riorganizzazione aziendale della S.p.a. I.T.P.S., con sede legale a Torino e stabilimento a Copiano (Pavia);

Ritenuta la necessità di provvedere alla corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale in favore dei lavoratori dipendenti dalla società sopra indicata sospesi o lavoranti ad orario ridotto;

Sentite le organizzazioni sindacali interessate;

Udito il parere dell'ufficio regionale del lavoro di Milano;

Decreta:

In favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. I.T.P.S., con sede legale a Torino e stabilimento a Copiano (Pavia), è disposta la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale per il periodo dal 3 aprile 1978 al 3 ottobre 1978.

Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675.

L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento di integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 17 novembre 1978

*Il Ministro*: SCOTTI

(9452)

DECRETO MINISTERIALE 17 novembre 1978.

**Concessione per sei mesi del trattamento straordinario di integrazione salariale in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. Duina Teledata sistemi, in Aprilia.**

IL MINISTRO
DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Vista la legge 12 agosto 1977, n. 675, concernente provvedimenti per il coordinamento della politica industriale, la ristrutturazione, la riconversione e lo sviluppo del settore;

Vista la delibera del CIPI del 19 ottobre 1978, con la quale è stata accertata la sussistenza della crisi aziendale della S.p.a. Duina Teledata sistemi di Aprilia (Latina);

Ritenuta la necessità di provvedere alla corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale in favore dei lavoratori dipendènti dalla società sopra indicata sospesi o lavoranti ad orario ridotto;

Sentite le organizzazioni sindacali e la regione interessata;

Decreta:

In favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. Duina Teledata sistemi di Aprilia (Latina), è disposta la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale per il periodo dal 1° gennaio 1978 al 30 giugno 1978.

Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675.

L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto del trattamento di integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 17 novembre 1978

*Il Ministro*: SCOTTI

(9450)

DECRETO MINISTERIALE 20 novembre 1978.

**Proroga per un trimestre del trattamento speciale di disoccupazione in favore dei lavoratori licenziati per cessazione di attività o riduzione di personale da aziende industriali metalmeccaniche di carpenteria pesante operanti in provincia di Frosinone.**

IL MINISTRO
DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Visti gli articoli 4 e 8 della legge 8 agosto 1972, n. 464, concernente: « Modifiche ed integrazioni alla legge 5 novembre 1968, n. 1115, in materia di integrazione salariale e di trattamento speciale di disoccupazione »;

Visto il decreto interministeriale 16 marzo 1976, con il quale è stata dichiarata la sussistenza della condizione di crisi economica delle aziende industriali metalmeccaniche di carpenteria pesante operanti in provincia di Frosinone, con effetto dal 25 marzo 1975;

Visti i decreti ministeriali 26 aprile 1976, 28 giugno 1976, 11 settembre 1976, 17 novembre 1976, 31 gennaio 1977, 19 agosto 1977, 13 luglio 1977, 21 ottobre 1977 e 4 febbraio 1978 di proroga del trattamento speciale di disoccupazione ai lavoratori licenziati dalle imprese industriali metalmeccaniche di carpenteria pesante operanti in provincia di Frosinone;

Vista la proposta dell'ufficio regionale del lavoro e della massima occupazione di Roma, corredata dal parere delle organizzazioni sindacali interessate, favorevole alla corresponsione del medesimo trattamento per un ulteriore trimestre ai lavoratori che al termine del precedente si trovavano ancora involontariamente disoccupati per mancanza di lavoro;

Considerato che la crisi economica, di cui al citato decreto interministeriale 16 marzo 1976 è tuttora sussistente;

Decreta:

La corresponsione del trattamento speciale di disoccupazione in favore dei lavoratori licenziati per cessazione di attività o riduzione di personale da aziende industriali metalmeccaniche di carpenteria pesante operanti in provincia di Frosinone, è prolungata per un ulteriore trimestre.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 20 novembre 1978

*Il Ministro*: SCOTTI

(9444)

DECRETO MINISTERIALE 20 novembre 1978.

**Proroga per un trimestre del trattamento speciale di disoccupazione in favore dei lavoratori licenziati per cessazione di attività o riduzione di personale dalle aziende industriali del settore cemento-amianto operanti in provincia di Napoli.**

IL MINISTRO
DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Visti gli articoli 4 e 8 della legge 8 agosto 1972, n. 464, concernente: « Modifiche ed integrazioni alla legge 5 novembre 1968, n. 1115, in materia di integrazione salariale e di trattamento speciale di disoccupazione »;

Visto il decreto interministeriale 22 dicembre 1971, con il quale è stata dichiarata la sussistenza della condizione di crisi economica locale delle aziende industriali del settore cemento-amianto operanti in provincia di Napoli, con effetto dal 23 agosto 1971;

Visti i decreti ministeriali 7 maggio 1973 e 5 giugno 1973, 6 agosto 1973, 19 novembre 1973, 26 gennaio 1974, 1° aprile 1974, 25 settembre 1974, 9 gennaio 1975, 13 maggio 1975, 20 agosto 1975, 2 ottobre 1975, 16 dicembre 1975, 12 aprile 1976, 26 luglio 1976, 20 aprile 1977, 21 dicembre 1977, 22 dicembre 1977, 1° luglio 1978 e 3 luglio 1978 di proroga del trattamento speciale di disoccupazione ai lavoratori licenziati dalle imprese industriali del settore cemento-amianto operanti in provincia di Napoli;

Vista la proposta dell'ufficio regionale del lavoro e della massima occupazione di Napoli, corredata dal parere delle organizzazioni sindacali interessate, favorevole alla corresponsione del medesimo trattamento per un ulteriore trimestre ai lavoratori che al termine del precedente si trovavano ancora involontariamente disoccupati per mancanza di lavoro;

Considerato che la crisi economica, di cui al citato decreto interministeriale 22 dicembre 1971 è tuttora sussistente;

Decreta:

La corresponsione del trattamento speciale di disoccupazione in favore dei lavoratori licenziati per cessazione di attività o riduzione di personale dalle aziende industriali del settore cemento-amianto operanti in provincia di Napoli, è prolungata per un ulteriore trimestre.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 20 novembre 1978

*Il Ministro*: SCOTTI

(9441)

DECRETO MINISTERIALE 21 novembre 1978.

**Proroga per un trimestre del trattamento speciale di disoccupazione in favore dei lavoratori licenziati per cessazione di attività o riduzione di personale dalle aziende industriali del settore cemento-amianto operanti in provincia di Napoli.**

IL MINISTRO
DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Visti gli articoli 4 e 8 della legge 8 agosto 1972, n. 464, concernente: « Modifiche ed integrazioni alla legge 5 novembre 1968, n. 1115, in materia di integrazione salariale e di trattamento speciale di disoccupazione »;

Visto il decreto interministeriale 22 dicembre 1971, con il quale è stata dichiarata la sussistenza della condizione di crisi economica locale delle aziende industriali del settore cemento-amianto operanti in provincia di Napoli, con effetto dal 23 agosto 1971;

Visti i decreti ministeriali 7 maggio 1973 e 5 giugno 1973, 6 agosto 1973, 19 novembre 1973, 26 gennaio 1974, 1° aprile 1974, 25 settembre 1974, 9 gennaio 1975, 13 maggio 1975, 20 agosto 1975, 2 ottobre 1975, 16 di-

cembre 1975, 12 aprile 1976, 26 luglio 1976, 20 aprile 1977, 21 dicembre 1977, 22 dicembre 1977, 1° luglio 1978, 3 luglio 1978 e 20 novembre 1978 di proroga del trattamento speciale di disoccupazione ai lavoratori licenziati dalle imprese industriali del settore cemento-amianto operanti in provincia di Napoli;

Vista la proposta dell'ufficio regionale del lavoro e della massima occupazione di Napoli, corredata dal parere delle organizzazioni sindacali interessate, favorevole alla corresponsione del medesimo trattamento per un ulteriore trimestre ai lavoratori che al termine del precedente si trovavano ancora involontariamente disoccupati per mancanza di lavoro;

Considerato che la crisi economica, di cui al citato decreto interministeriale 22 dicembre 1971 è tuttora sussistente;

Decreta:

La corresponsione del trattamento speciale di disoccupazione in favore dei lavoratori licenziati per cessazione di attività o riduzione di personale dalle aziende industriali del settore cemento-amianto operanti in provincia di Napoli, è prolungata per un ulteriore trimestre.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 21 novembre 1978

*Il Ministro*: SCOTTI

(9442)

---

DECRETO MINISTERIALE 21 novembre 1978.

**Proroga per un trimestre del trattamento speciale di disoccupazione in favore dei lavoratori licenziati per cessazione di attività o riduzione di personale da aziende industriali metalmeccaniche di carpenteria pesante operanti in provincia di Frosinone.**

IL MINISTRO
DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Visti gli articoli 4 e 8 della legge 8 agosto 1972, n. 464, concernente: « Modifiche ed integrazioni alla legge 5 novembre 1968, n. 1115, in materia di integrazione salariale e di trattamento speciale di disoccupazione »;

Visto il decreto interministeriale 16 marzo 1976, con il quale è stata dichiarata la sussistenza della condizione di crisi economica delle aziende industriali metalmeccaniche di carpenteria pesante operanti in provincia di Frosinone, con effetto dal 25 marzo 1975;

Visti i decreti ministeriali 26 aprile 1976, 28 giugno 1976, 11 settembre 1976, 17 novembre 1976, 31 gennaio 1977, 19 agosto 1977, 13 luglio 1977, 21 ottobre 1977, 4 febbraio 1978 e 20 novembre 1978 di proroga del trattamento speciale di disoccupazione ai lavoratori licenziati dalle imprese industriali metalmeccaniche di carpenteria pesante operanti in provincia di Frosinone;

Vista la proposta dell'ufficio regionale del lavoro e della massima occupazione di Roma, corredata dal parere delle organizzazioni sindacali interessate, favorevole alla corresponsione del medesimo trattamento per un ulteriore trimestre ai lavoratori che al termine del precedente si trovavano ancora involontariamente disoccupati per mancanza di lavoro;

Considerato che la crisi economica, di cui al citato decreto interministeriale 16 marzo 1976 è tuttora sussistente;

Decreta:

La corresponsione del trattamento speciale di disoccupazione in favore dei lavoratori licenziati per cessazione di attività o riduzione di personale da aziende industriali metalmeccaniche di carpenteria pesante operanti in provincia di Frosinone, è prolungata per un ulteriore trimestre.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 21 novembre 1978

*Il Ministro*: SCOTTI

(9445)

---

DECRETO MINISTERIALE 21 novembre 1978.

**Concessione per sei mesi del trattamento straordinario di integrazione salariale in favore dei lavoratori dipendenti dalla società Mobilificio del Paglia, in Radicofani.**

IL MINISTRO
DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Vista la legge 12 agosto 1977, n. 675, concernente provvedimenti per il coordinamento della politica industriale, la ristrutturazione, la riconversione e lo sviluppo del settore;

Vista la delibera del CIPI del 19 ottobre 1978, con la quale è stata accertata la sussistenza della condizione di ristrutturazione aziendale della società Mobilificio del Paglia di Radicofani (Siena);

Ritenuta la necessità di provvedere alla corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale in favore dei lavoratori dipendenti dalla società sopra indicata sospesi o lavoranti ad orario ridotto;

Sentite le organizzazioni sindacali interessate;

Udito il parere dell'ufficio regionale del lavoro di Firenze;

Decreta:

In favore dei lavoratori dipendenti dalla società Mobilificio del Paglia di Radicofani (Siena), è disposta la corresponsione del trattamento straordinario di integrazione salariale per il periodo dal 1° giugno 1978 al 1° dicembre 1978.

Si applicano ai lavoratori sopra indicati le agevolazioni di cui all'art. 21, quinto comma, lettere *a*) e *b*), della legge 12 agosto 1977, n. 675.

L'Istituto nazionale della previdenza sociale è autorizzato a provvedere al pagamento diretto dell'integrazione salariale ai lavoratori interessati.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 21 novembre 1978

*Il Ministro*: SCOTTI

(9451)

DECRETO MINISTERIALE 22 novembre 1978.

**Proroga per un trimestre del trattamento speciale di disoccupazione in favore dei lavoratori licenziati per cessazione di attività o riduzione di personale da aziende industriali metalmeccaniche di carpenteria pesante operanti in provincia di Frosinone.**

IL MINISTRO
DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Visti gli articoli 4 e 8 della legge 8 agosto 1972, n. 464, concernente: « Modifiche ed integrazioni alla legge 5 novembre 1968, n. 1115, in materia di integrazione salariale e di trattamento speciale di disoccupazione »;

Visto il decreto interministeriale 16 marzo 1976, con il quale è stata dichiarata la sussistenza della condizione di crisi economica delle aziende industriali metalmeccaniche di carpenteria pesante operanti in provincia di Frosinone, con effetto dal 25 marzo 1975;

Visti i decreti ministeriali 26 aprile 1976, 28 giugno 1976, 11 settembre 1976, 17 novembre 1976, 31 gennaio 1977, 19 agosto 1977, 13 luglio 1977, 21 ottobre 1977, 4 febbraio 1978, 20 novembre 1978 e 21 novembre 1978 di proroga del trattamento speciale di disoccupazione ai lavoratori licenziati dalle imprese industriali metalmeccaniche di carpenteria pesante operanti in provincia di Frosinone, con effetto dal 25 marzo 1975;

Vista la proposta dell'ufficio regionale del lavoro e della massima occupazione di Roma, corredata dal parere delle organizzazioni sindacali interessate, favorevole alla corresponsione del medesimo trattamento per un ulteriore trimestre ai lavoratori che al termine del precedente si trovavano ancora involontariamente disoccupati per mancanza di lavoro;

Considerato che la crisi economica, di cui al citato decreto interministeriale 16 marzo 1976 è tuttora sussistente;

Decreta:

La corresponsione del trattamento speciale di disoccupazione in favore dei lavoratori licenziati per cessazione di attività o riduzione di personale da aziende industriali metalmeccaniche di carpenteria pesante operanti in provincia di Frosinone, è prolungata per un ulteriore trimestre.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 22 novembre 1978.

*Il Ministro*: Scotti

(9446)

---

DECRETO MINISTERIALE 22 novembre 1978.

**Proroga per un trimestre del trattamento speciale di disoccupazione in favore dei lavoratori licenziati per cessazione di attività o riduzione di personale dalle aziende industriali del settore cemento-amianto operanti in provincia di Napoli.**

IL MINISTRO
DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Visti gli articoli 4 e 8 della legge 8 agosto 1972, n. 464, concernente: « Modifiche ed integrazioni alla legge 5 novembre 1968, n. 1115, in materia di integrazione salariale e di trattamento speciale di disoccupazione »;

Visto il decreto interministeriale 22 dicembre 1971, con il quale è stata dichiarata la sussistenza della condizione di crisi economica locale delle aziende industriali del settore cemento-amianto operanti in provincia di Napoli, con effetto dal 23 agosto 1971;

Visti i decreti ministeriali 7 maggio 1973 e 5 giugno 1973, 6 agosto 1973, 19 novembre 1973, 26 gennaio 1974, 1° aprile 1974, 25 settembre 1974, 9 gennaio 1975, 13 maggio 1975, 20 agosto 1975, 2 ottobre 1975, 16 dicembre 1975, 12 aprile 1976, 26 luglio 1976, 20 aprile 1977, 21 dicembre 1977, 22 dicembre 1977, 1° luglio 1978, 3 luglio 1978, 20 novembre 1978 e 21 novembre 1978 di proroga del trattamento speciale di disoccupazione ai lavoratori licenziati dalle imprese industriali del settore cemento-amianto operanti in provincia di Napoli;

Vista la proposta dell'ufficio regionale del lavoro e della massima occupazione di Napoli, corredata dal parere delle organizzazioni sindacali interessate, favorevole alla corresponsione del medesimo trattamento per un ulteriore trimestre ai lavoratori che al termine del precedente si trovavano ancora involontariamente disoccupati per mancanza di lavoro;

Considerato che la crisi economica, di cui al citato decreto interministeriale 22 dicembre 1971 è tuttora sussistente;

Decreta:

La corresponsione del trattamento speciale di disoccupazione in favore dei lavoratori licenziati per cessazione di attività o riduzione di personale dalle aziende industriali del settore cemento-amianto operanti in provincia di Napoli, è prolungata per un ulteriore trimestre.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 22 novembre 1978

*Il Ministro*: Scotti

(9443)

---

DECRETO MINISTERIALE 23 novembre 1978.

**Proroga per un trimestre del trattamento speciale di disoccupazione in favore dei lavoratori licenziati per cessazione di attività o riduzione di personale da aziende industriali metalmeccaniche di carpenteria pesante operanti in provincia di Frosinone.**

IL MINISTRO
DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Visti gli articoli 4 e 8 della legge 8 agosto 1972, n. 464, concernente: « Modifiche ed integrazioni alla legge 5 novembre 1968, n. 1115, in materia di integrazione salariale e di trattamento speciale di disoccupazione »;

Visto il decreto interministeriale 16 marzo 1976, con il quale è stata dichiarata la sussistenza della condizione di crisi economica delle aziende industriali metalmeccaniche di carpenteria pesante operanti in provincia di Frosinone, con effetto dal 25 marzo 1975;

Visti i decreti ministeriali 26 aprile 1976, 28 giugno 1976, 11 settembre 1976, 17 novembre 1976, 31 gennaio 1977, 19 agosto 1977, 13 luglio 1977, 21 ottobre 1977, 4 febbraio 1978, 20 novembre 1978, 21 novembre 1978 e 22 novembre 1978 di proroga del tratta-

mento speciale di disoccupazione ai lavoratori licenziati dalle imprese industriali metalmeccaniche di carpenteria pesante operanti in provincia di Frosinone;

Vista la proposta dell'ufficio regionale del lavoro e della massima occupazione di Roma, corredata dal parere delle organizzazioni sindacali interessate, favorevole alla corresponsione del medesimo trattamento per un ulteriore trimestre ai lavoratori che al termine del precedente si trovavano ancora involontariamente disoccupati per mancanza di lavoro;

Considerato che la crisi economica, di cui al citato decreto interministeriale 16 marzo 1976 è tuttora sussistente;

Decreta:

La corresponsione del trattamento speciale di disoccupazione in favore dei lavoratori licenziati per cessazione di attività o riduzione di personale da aziende industriali metalmeccaniche di carpenteria pesante operanti in provincia di Frosinone, è prolungata per un ulteriore trimestre.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 23 novembre 1978

*Il Ministro*: SCOTTI

(9447)

# COMUNITÀ EUROPEE

**Provvedimenti pubblicati nella « Gazzetta Ufficiale » delle Comunità europee**

Regolamento (CEE) n. 2451/78 del consiglio, del 19 settembre 1978, relativo alla conclusione dell'accordo, sotto forma di scambio di lettere, che modifica l'accordo tra la Comunità economica europea e la Repubblica d'Austria, per adeguare talune specificazioni tariffarie.

Regolamento (CEE) n. 2452/78 del consiglio, del 19 settembre 1978, relativo alla conclusione dell'accordo, sotto forma di scambio di lettere, che modifica l'accordo tra la Comunità economica europea e la Repubblica di Finlandia, per adeguare talune specificazioni tariffarie.

Regolamento (CEE) n. 2453/78 del consiglio, del 19 settembre 1978, relativo alla conclusione dell'accordo, sotto forma di scambio di lettere, che modifica l'accordo tra la Comunità economica europea e la Repubblica portoghese, per adeguare talune specificazioni tariffarie.

*Pubblicati nel n.* L 302 *del* 28 *ottobre* 1978.

(274/C)

Regolamento (CEE) n. 2454/78 del consiglio, del 19 settembre 1978, relativo alla conclusione dell'accordo, sotto forma di scambio di lettere, che modifica l'accordo tra la Comunità economica europea e il Regno di Norvegia, per adeguare talune specificazioni tariffarie.

Regolamento (CEE) n. 2455/78 del consiglio, del 19 settembre 1978, relativo alla conclusione dell'accordo, sotto forma di scambio di lettere, che modifica l'accordo tra la Comunità economica europea e il Regno di Svezia, per adeguare talune specificazioni tariffarie.

Regolamento (CEE) n. 2456/78 del consiglio, del 19 settembre 1978, relativo alla conclusione dell'accordo, sotto forma di scambio di lettere, che modifica l'accordo tra la Comunità economica europea e la Confederazione elvetica, per adeguare talune specificazioni tariffarie.

*Pubblicati nel n.* L 303 *del* 28 *ottobre* 1978.

(275/C)

# DISPOSIZIONI E COMUNICATI

## MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

**Passaggio dal demanio al patrimonio dello Stato di terreni in comune di Sesto Calende**

Con decreto 5 ottobre 1978, n. 2228, del Ministro dei lavori pubblici di concerto con il Ministro delle finanze, è stato disposto il passaggio dal demanio al patrimonio dello Stato dei terreni del Lago Maggiore e dei fabbricati e manufatti su di essi insistenti in comune di Sesto Calende (Varese) segnati nel catasto del comune medesimo al foglio n. 7, mappali 327½ (mq 200); 934½ (mq 370); 938½ (mq 75) della superficie complessiva di mq 645 e reale di mq 668,75 ed indicati nello stralcio planimetrico rilasciato il 12 giugno 1978 in scala 1:2000, 1:500 e 1:200 dall'ufficio tecnico erariale di Varese; stralcio planimetrico che fa parte integrante del decreto stesso.

(9127)

**Passaggio dal demanio al patrimonio dello Stato di un terreno in comune di S. Lazzaro Parmense**

Con decreto 26 maggio 1978, n. 802, del Ministro dei lavori pubblici di concerto con il Ministro delle finanze, è stato disposto il passaggio dal demanio al patrimonio dello Stato di terreno estromesso dall'alveo del torrente Parma in comune di S. Lazzaro Parmense (Parma) segnato nel catasto del comune medesimo al foglio n. 54, mappali 88/*b* (mq 130) e 88½ (mq 9600) della superficie complessiva di mq 9730 ed indicato nella planimetria 3 novembre 1977 in scala 1:2000 con allegata relazione rilasciata dall'ufficio tecnico erariale di Parma; planimetria e allegata relazione che fanno parte integrante del decreto stesso.

(9129)

## MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

**Scioglimento della società cooperativa agricola « Ausonia » a r.l., in Montalto Uffugo Scalo**

Con decreto ministeriale 6 novembre 1978 la società cooperativa agricola « Ausonia » a r.l., in Montalto Uffugo Scalo (Cosenza), costituita per rogito Italo Acornajenghi in data 12 ottobre 1968, rep. n. 68233, reg. soc. n. 1664, è stata sciolta, ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del codice civile, con nomina di commissario liquidatore nella persona del rag. Giuseppe Carci.

(9224)

## MINISTERO DELLA SANITÀ

**Revoca dell'autorizzazione provvisoria del presidio sanitario denominato Gammisomero 20 dell'impresa Sariaf S.p.a.**

Con decreto ministeriale 8 novembre 1978 è revocata l'autorizzazione provvisoria concernente il presidio sanitario denominato Gammisomero 20 concessa all'impresa Sariaf S.p.a., in Bologna, con i decreti ministeriali 28 luglio 1970 e 28 dicembre 1970.

(9372)

**Revoca dell'autorizzazione provvisoria del presidio sanitario denominato Aldrisan 4 dell'impresa Visplant-Bologna S.r.l.**

Con decreto ministeriale 8 novembre 1978 è revocata l'autorizzazione provvisoria concernente il presidio sanitario denominato Aldrisan 4 concessa all'impresa Visplant-Bologna S.r.l., in S. Marino di Bentivoglio (Bologna), con i decreti ministeriali 28 luglio 1970 e 28 dicembre 1970.

(9373)

# MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 235

## Corso dei cambi del 1° dicembre 1978 presso le sottoindicate borse valori

| VALUTE | Bologna | Firenze | Genova | Milano | Napoli | Palermo | Roma | Torino | Trieste | Venezia |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Dollaro USA | 852,95 | 852,95 | 852,88 | 852,95 | 853 — | 852,95 | 853,05 | 852,95 | 852,95 | 852,95 |
| Dollaro canadese | 728,60 | 728,60 | 728 — | 728,60 | 728,50 | 728,60 | 728,60 | 728,60 | 728,60 | 728,60 |
| Franco svizzero | 489,90 | 489,90 | 488,75 | 489,90 | 489,75 | 489,90 | 489,50 | 489,90 | 489,90 | 489,90 |
| Corona danese | 158,30 | 158,30 | 158,25 | 158,30 | 158,20 | 158,30 | 158,35 | 158,30 | 158,30 | 158,30 |
| Corona norvegese | 165,35 | 165,35 | 165,25 | 165,35 | 165,30 | 165,36 | 165,37 | 165,35 | 165,35 | 165,35 |
| Corona svedese | 191,43 | 191,43 | 191,50 | 191,43 | 191,40 | 191,43 | 191,48 | 191,43 | 191,43 | 191,45 |
| Fiorino olandese | 406,01 | 406,01 | 405,45 | 406,01 | 405,80 | 406,01 | 405,60 | 406,01 | 406,01 | 406 — |
| Franco belga | 27,835 | 27,835 | 27,80 | 27,835 | 27,80 | 27,83 | 27,82 | 27,835 | 27,835 | 27,85 |
| Franco francese | 191,81 | 191,81 | 192,10 | 191,81 | 191,70 | 191,81 | 191,79 | 191,81 | 191,81 | 191,80 |
| Lira sterlina | 1651,55 | 1651,55 | 1653 — | 1651,55 | 1651,50 | 1651,55 | 1651,77 | 1651,55 | 1651,55 | 1651,55 |
| Marco germanico | 440,90 | 440,90 | 439,50 | 440,90 | 440,50 | 440,90 | 440,64 | 440,90 | 440,90 | 440,90 |
| Scellino austriaco | 60,198 | 60,198 | 60,25 | 60,198 | 60,20 | 60,19 | 60,17 | 60,198 | 60,198 | 60,20 |
| Escudo portoghese | 18,40 | 18,40 | 18,14 | 18,40 | 18,13 | 18,40 | 18,15 | 18,40 | 18,40 | 18,40 |
| Peseta spagnola | 11,893 | 11,893 | 11,90 | 11,893 | 11,88 | 11,89 | 11,897 | 11,893 | 11,893 | 11,90 |
| Yen giapponese | 4,23 | 4,23 | 4,29 | 4,23 | 4,204 | 4,23 | 4,209 | 4,23 | 4,23 | 4,23 |

## Media dei titoli del 1° dicembre 1978

| Titolo | |
|---|---|
| Rendita 5 % 1935 | 73,525 |
| Redimibile 3,50 % (Ricostruzione) | 99,900 |
| » 5 % (Ricostruzione) | 100,675 |
| » 5 % (Città di Trieste) | 100,925 |
| » 5 % (Beni esteri) | 100,575 |
| » 5,50 % (Edilizia scolastica) 1967-82 | 87,550 |
| » 5,50 % » » 1968-83 | 83,800 |
| » 5,50 % » » 1969-84 | 81,475 |
| » 6 % » » 1970-85 | 80,050 |
| » 6 % » » 1971-86 | 78,450 |
| » 6 % » » 1972-87 | 76,300 |
| » 9 % » » 1975-90 | 85,025 |
| » 9 % » » 1976-91 | 84,875 |
| » 10 % » » 1977-92 | 88,350 |
| » 10 % Cassa DD.PP. sez. A Cr. C.P. 97 | 83,300 |

| Titolo | |
|---|---|
| Certificati di credito del Tesoro 5,50 % 1979 | 99,90 |
| » » » Ind. 1- 7-1979 | 101,175 |
| » » » » 1-10-1979 | 101,300 |
| » » » » 1- 1-1978/80 | 100,825 |
| » » » » 1- 3-1978/80 | 100,750 |
| Buoni Tesoro Nov. 5,50 % 1- 1-1979 | 99,400 |
| » » Pol. 9 % 1- 4-1979 I emiss. | 98,975 |
| » » » 9 % 1-10-1979 II emiss. | 97,725 |
| » » Nov. 5,50 % 1- 1-1980 | 93,650 |
| » » Pol. 9 % 1- 1-1980 | 97,050 |
| » » » 10 % 1- 1-1981 | 95,425 |
| » » Nov. 5,50 % 1- 4-1982 | 87,300 |
| » » Pol. 12 % 1- 1-1982 | 98,575 |
| » » » 12 % 1- 4-1982 | 98,450 |

*Il contabile del portafoglio dello Stato*: FRATTAROLI

# UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

## Cambi medi del 1° dicembre 1978

| Valuta | |
|---|---|
| Dollaro USA | 853 — |
| Dollaro canadese | 728,60 |
| Franco svizzero | 489,70 |
| Corona danese | 158,325 |
| Corona norvegese | 165,365 |
| Corona svedese | 191,455 |
| Fiorino olandese | 405,805 |
| Franco belga | 27,827 |
| Franco francese | 191,80 |
| Lira sterlina | 1651,66 |
| Marco germanico | 440,77 |
| Scellino austriaco | 60,184 |
| Escudo portoghese | 18,275 |
| Peseta spagnola | 11,895 |
| Yen giapponese | 4,219 |

# CONCORSI ED ESAMI

## MINISTERO PER I BENI CULTURALI E AMBIENTALI

**Concorso a premi ministeriali per l'anno 1978 riservato ai presidi e ai professori di ruolo, nonché ai professori incaricati o supplenti che abbiano almeno un anno di insegnamento, degli istituti e scuole di Stato, pareggiati o legalmente riconosciuti, dell'istruzione secondaria.**

IL MINISTRO PER I BENI CULTURALI E AMBIENTALI

Vista la legge 31 luglio 1952, n. 1078, modificata con legge 5 marzo 1965, n. 165;

Considerato che il concorso a premi previsto dalla citata legge è stato indetto nel 1977, con decreto ministeriale 10 ottobre del medesimo anno per lavori di scienze matematiche, fisiche, chimiche e naturali, e pertanto esso nel 1978, deve essere bandito per elaborati di scienze morali, storiche e filologiche;

Decreta:

Art. 1.

E' bandito un concorso a premi per i migliori lavori su argomenti delle seguenti materie:

*a*) scienze filosofiche;
*b*) scienze economiche, sociali e politiche;
*c*) archeologia, storia e geografia antica;
*d*) storia medioevale e moderna, scienze ausiliarie e geografia antropica;
*e*) scienze giuridiche;
*f*) filologia e linguistica del mondo antico;
*g*) filologia e linguistica del mondo moderno;
*h*) storia critica dell'arte e della poesia.

Per ogni materia sarà assegnato un premio di L. 250.000 (duecentocinquantamila), indivisibile, nei modi previsti dal successivo art. 7.

Art. 2.

Possono partecipare al concorso i presidi e i professori di ruolo, nonché i professori incaricati o supplenti che abbiano almeno un anno di insegnamento, degli istituti e scuole di Stato, pareggiati o legalmente riconosciuti, dell'istruzione secondaria.

Art. 3.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta legale e corredate dei lavori e delle dichiarazioni di cui ai successivi articoli 4 e 5 devono essere indirizzate al Ministero per i beni culturali e ambientali - Ufficio centrale per i beni librari e gli istituti culturali - Piazza Marconi, 25 - 00144 Roma-Eur e devono pervenire al predetto Ministero entro trenta giorni dalla data di pubblicazione del presente bando nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, pena l'esclusione dal concorso, salvo il disposto dell'art. 2, terzo comma, del decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077.

Art. 4.

I lavori dei concorrenti, provvisti della loro firma autografa, devono essere originali, inediti o stampati posteriormente al 15 dicembre 1973 e, se manoscritti, devono essere chiaramente leggibili.

Non è ammessa la presentazione di lavori e studi presentati a precedenti concorsi, indetti, come in passato, ai sensi delle citate leggi e da altri analoghi, pure banditi dal Ministero per i beni culturali e ambientali o da altri enti ed istituti.

Art. 5.

Il candidato, nell'istanza di ammissione al concorso, deve indicare, oltre al proprio nome, cognome e indirizzo, la data di nascita e l'istituto o scuola presso cui presta servizio e specificare la materia, di cui al precedente art. 1, prescelta per la partecipazione al concorso, nonché il lavoro o i lavori che presenta.

Inoltre, egli deve allegare all'istanza:

*a*) una dichiarazione, in carta semplice, a sua firma, dalla quale risulti che non ha presentato e si obbliga a non presentare, prima della proclamazione dei vincitori, il lavoro o i lavori prodotti a qualsiasi concorso a premio, bandito o da bandire dal Ministero per i beni culturali e ambientali o da altri enti od istituti (vedi art. 4, secondo comma);

*b*) una dichiarazione in carta semplice, rilasciata dal capo dell'istituto o scuola di appartenenza, o dal competente provveditore agli studi se trattasi di preside di ruolo o incaricato, concernente la posizione amministrativa e l'anzianità di servizio del candidato (qualifica, data in cui ha iniziato ad insegnare, se tuttora in attività di servizio, ecc.) (vedi art. 2);

*c*) due copie del lavoro o di ciascuno dei lavori, con cui intende concorrere al premio (vedi art. 4, primo comma).

Qualora il candidato intende partecipare al concorso con opere scritte in collaborazione con altro autore, deve pure produrre i seguenti atti;

*d*) attestazione relativa alla qualifica del collaboratore, precisando se sia o meno professore di istituto o scuola di istruzione secondaria;

*e*) consenso dello stesso per la produzione dello scritto in collaborazione, a vantaggio del candidato;

*f*) dichiarazione relativa alle modalità osservate per la stesura dell'opera, così che la commissione giudicatrice possa avere i necessari elementi per distinguere, e quindi giudicare, l'opera di ciascuno degli autori;

*g*) dichiarazione da cui risulti che l'opera di cui trattasi non è stata presentata e non sarà presentata dal collaboratore, prima della proclamazione dei vincitori, ad altro concorso.

Art. 6.

Qualora il candidato intenda concorrere a più premi, anche esibendo le medesime opere, deve presentare per ogni singolo premio apposita domanda compilata e documentata secondo le precedenti disposizioni.

Art. 7.

L'Accademia nazionale dei Lincei giudica del merito dei lavori, proclama i vincitori e conferisce i premi nella sua seduta solenne annuale, che ha luogo normalmente in giugno.

Art. 8.

I vincitori saranno iscritti in uno speciale albo d'onore e tale iscrizione sarà riportata nel rispettivo fascicolo personale.

A tutti i concorrenti sarà inviato un estratto a stampa della relazione dell'Accademia nazionale dei Lincei.

Art. 9.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale*, nel Bollettino ufficiale del Ministero e negli atti dell'Accademia nazionale dei Lincei.

Roma, addì 6 novembre 1978

*Il Ministro*: ANTONIOZZI

**(9352)**

## MINISTERO DELLA DIFESA

**Aumento del numero dei posti del concorso pubblico, per esami, a cinque posti di uditore giudiziario militare**

IL MINISTRO DELLA DIFESA

Visto il regio decreto 19 ottobre 1923, n. 2316;

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2903, ed in particolare il capoverso dell'art. 21 che consente l'applicazione di norme integrative e le disposizioni particolari dello stesso regio decreto;

Visto il regio decreto 26 gennaio 1931, n. 122;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686;

Vista la legge 9 ottobre 1967, n. 943;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077;

Vista la legge 22 maggio 1971, n. 368;

Visto il decreto ministeriale 26 luglio 1977, registrato alla Corte dei conti, addì 7 settembre 1977, registro n. 36 Difesa, foglio n. 268, con il quale è stato indetto il concorso pubblico, per esami, a cinque posti di uditore giudiziario militare;

Visto il decreto ministeriale 4 agosto 1978, registrato alla Corte dei conti, addì 7 agosto 1978, registro n. 28 Difesa, foglio n. 367, concernente l'approvazione delle graduatorie di merito, dei vincitori e degli idonei del suddetto concorso;

Ritenuto applicabile, quale norma generale integrativa, il disposto dell'art. 8 del decreto del Presidente della Repubblica n. 3/1957 sopra citato indicato nel bando del concorso de quo;

Considerato che nel ruolo del personale civile della giustizia militare — magistrati — esisteva, alla data di approvazione della graduatoria, una ulteriore disponibilità di posti;

Ritenuto necessario, in relazione alle esigenze dell'amministrazione, avvalersi della facoltà, di cui all'art. 8 ora riferito concernente il conferimento agli idonei degli ulteriori posti disponibili, nella misura massima di un decimo di quelli messi a concorso;

Decreta:

Il numero dei posti del concorso pubblico, per esami, a cinque posti di uditore giudiziario militare indetto con decreto ministeriale 26 luglio 1977, indicato nelle premesse, è elevato nella misura di un decimo, pari ad un posto, ai sensi e per gli effetti dell'art. 8 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 26 ottobre 1978

*Il Ministro*: RUFFINI

*Registrato alla Corte dei conti, addì* 13 *novembre* 1978
*Registro n.* 35 *Difesa, foglio n.* 385

**(9353)**

---

# UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI BOLOGNA

**Graduatoria generale del concorso al posto di ufficiale sanitario nel comune di Bologna**

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto 2 gennaio 1978, n. 705, prot. n. 3603, con il quale venne bandito pubblico concorso per la copertura del posto di ufficiale sanitario vacante nel comune di Bologna;

Visto il proprio decreto 19 luglio 1978, n. 816, con il quale è stato provveduto alla costituzione e nomina della commissione giudicatrice del concorso medesimo;

Visti i verbali rassegnati dall'anzidetta commissione giudicatrice a compimento delle operazioni ad essa affidate;

Accertata la regolarità delle operazioni concorsuali, nonchè la legittimità degli atti stessi;

Visto l'art. 36 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Vista la legge 2 aprile 1968, n. 482;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 14 gennaio 1972, n. 4;

Vista la legge regionale 11 ottobre 1972, n. 9;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei concorrenti dichiarati idonei nel concorso di cui in premessa:

1. Faggioli Antonio, punti 205,719 su 240.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio di questo ufficio e del comune di Bologna.

Bologna, addì 20 novembre 1978

*Il medico provinciale*: BATTIATI

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto di pari data e numero, con il quale si è provveduto all'approvazione della graduatoria dei concorrenti idonei nel concorso al posto di ufficiale sanitario vacante presso il comune di Bologna;

Visto l'art. 34 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Vista la legge 2 aprile 1968, n. 482;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 14 gennaio 1972, n. 4;

Vista la legge regionale 11 ottobre 1972, n. 9;

Decreta:

Il dott. prof. Antonio Faggioli, unico idoneo, è nominato ufficiale sanitario del comune di Bologna.

Il predetto sanitario dovrà assumere servizio, alle dipendenze del comune predetto, entro quindici giorni dalla notifica del presente decreto.

La nomina è fatta in via di sperimento per un biennio ai sensi dell'art. 37 del testo unico delle leggi sanitarie.

Il sindaco di Bologna è incaricato dell'esecuzione e della notifica del presente decreto nei modi e nelle forme di legge.

Bologna, addì 20 novembre 1978

*Il medico provinciale*: BATTIATI

**(9501)**

---

# OSPEDALE DI LUCCA

**Concorso ad un posto di assistente del servizio di anestesia e rianimazione**

E' indetto pubblico concorso, per titoli ed esami, ad un posto di assistente del servizio di anestesia e rianimazione (a tempo pieno).

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento del concorso valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla direzione amministrativa dell'ente in Lucca.

**(4295/S)**

---

# OSPEDALE CONSORZIALE DI BENTIVOGLIO

**Concorso ad un posto di primario di anestesia e rianimazione**

E' indetto pubblico concorso, per titoli ed esami, ad un posto di primario di anestesia e rianimazione (a tempo pieno).

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento del concorso valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148, nonchè le norme di cui alla legge regionale dell'Emilia-Romagna 10 marzo 1976, n. 12.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla segreteria dell'ente in Bentivoglio (Bologna).

**(4296/S)**

## SPEDALI CIVILI DI BRESCIA

**Concorso ad un posto di primario di cardiologia**

E' indetto pubblico concorso, per titoli ed esami, ad un posto di primario di cardiologia.

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento del concorso valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148, nonché le norme di cui alla legge regionale della Lombardia 10 settembre 1976, n. 46.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla segreteria dell'ente in Brescia.

**(4257/S)**

## OSPEDALE SPECIALIZZATO « M. MALPIGHI » DI BOLOGNA

**Concorso a due posti di assistente radiologo addetto alla radioterapia**

E' indetto pubblico concorso, per titoli ed esami, a due posti di assistente radiologo addetto alla radioterapia.

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento del concorso valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla ripartizione personale dell'ente in Bologna.

**(4297/S)**

## OSPEDALE CIVILE DI ARCEVIA

**Concorso ad un posto di primario di radiologia**

E' indetto pubblico concorso, per titoli ed esami, ad un posto di primario di radiologia.

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento del concorso valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla segreteria dell'ente in Arcevia (Ancona).

**(4298/S)**

## OSPEDALE DI MONTICHIARI

**Concorso ad un posto di assistente del reparto di pediatria**

E' indetto pubblico concorso, per titoli ed esami, ad un posto di assistente del reparto di pediatria.

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento del concorso valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148, nonchè le norme di cui alla legge regionale della Lombardia 10 settembre 1976, n. 46.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla segreteria dell'ente in Montichiari (Brescia).

**(4299/S)**

## OSPEDALE CIVILE « S. MARIA DEI LAICI » DI AMELIA

**Concorso ad un posto di primario di medicina generale**

E' indetto pubblico concorso, per titoli ed esami, ad un posto di primario di medicina generale.

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento del concorso valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla direzione amministrativa dell'ente in Amelia (Terni).

**(4304/S)**

## OSPEDALE SANATORIALE DI CODROIPO

**Concorso ad un posto di primario di medicina generale**

E' indetto pubblico concorso, per titoli ed esami, ad un posto di primario di medicina generale.

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento del concorso valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla direzione amministrativa dell'ente in Codroipo (Udine).

**(4305/S)**

## OSPEDALE DEI POVERI INFERMI DI CEVA

**Concorso ad un posto di primario di radiologia e di fisioterapia**

E' indetto pubblico concorso, per titoli ed esami, ad un posto di primario di radiologia e di fisioterapia.

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento del concorso valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla segreteria dell'ente in Ceva (Cuneo).

**(4306)**

## OSPEDALE « G. MACCABELLI » DI RUSSI

**Concorso ad un posto di aiuto di medicina generale**

E' indetto pubblico concorso, per titoli ed esami, ad un posto di aiuto di medicina generale (a tempo pieno).

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento del concorso valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla segreteria dell'ente in Russi (Ravenna).

**(4355/S)**

## OSPEDALI RIUNITI DI NAPOLI

**Concorsi a posti di personale sanitario medico**

Sono indetti pubblici concorsi, per titoli ed esami, a:

un posto di aiuto di pneumologia;

due posti di aiuto e tre posti di assistente di neurochirurgia addetti alla divisione di neurotraumatologia;

due posti di aiuto e quattro posti di assistente di radiologia;

un posto di assistente di dermatologia;

un posto di assistente di chirurgia infantile;

un posto di assistente di oculistica;

quattro posti di assistente di anestesia e rianimazione;

un posto di assistente di chirurgia toracica.

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento dei concorsi valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla ripartizione personale dell'ente in Napoli.

**(4317/S)**

**Riapertura del termine per la presentazione delle domande di partecipazione al concorso a quattro posti di assistente di neuroradiologia.**

E' riaperto il termine per la presentazione delle domande di partecipazione al pubblico concorso, per titoli ed esami, a quattro posti di assistente di neuroradiologia.

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento del concorso valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla ripartizione personale dell'ente in Napoli.

**(4318/S)**

## OSPEDALE DI CAMPI SALENTINA

**Concorsi a posti di personale sanitario medico**

Sono indetti pubblici concorsi, per titoli ed esami, a:

due posti di assistente di chirurgia generale;

un posto di assistente di medicina generale;

due posti di assistente di ostetricia e ginecologia;

un posto di assistente di ortopedia e traumatologia.

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento dei concorsi valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla direzione amministrativa dell'ente in Campi Salentina (Lecce).

**(4314/S)**

## OSPEDALE «S. GIOVANNI» DI CHIAROMONTE

**Concorsi a posti di personale sanitario medico**

Sono indetti pubblici concorsi, per titoli ed esami, a:

un posto di assistente della divisione di pediatria;

un posto di assistente del servizio di anestesia e rianimazione.

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento dei concorsi valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla segreteria amministrativa dell'ente in Chiaromonte (Potenza).

**(4312/S)**

## OSPEDALE DEL COMPRENSORIO DI LUGO

**Concorsi a posti di personale sanitario medico**

Sono indetti pubblici concorsi, per titoli ed esami, a:

un posto di aiuto fisiatra addetto al servizio di recupero e rieducazione funzionale;

un posto di aiuto di pneumologia;

un posto di assistente di cardiologia.

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento dei concorsi valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla segreteria dell'ente in Lugo (Ravenna).

**(4313/S)**

## OSPEDALI DI CALCINATE E PALAZZOLO SULL'OGLIO

**Concorsi a posti di personale sanitario medico**

Sono indetti pubblici concorsi, per titoli ed esami, a:

un posto di aiuto del servizio di radiologia (a tempo pieno);

un posto di assistente di chirurgia generale (a tempo pieno);

un posto di assistente del servizio di anestesia e rianimazione (a tempo pieno);

un posto di assistente di ostetricia e ginecologia.

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento dei concorsi valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi all'ufficio personale dell'ente in Palazzolo sull'Oglio (Brescia).

**(4308/S)**

## OSPEDALI RIUNITI PER BAMBINI DI NAPOLI

**Concorsi a posti di personale sanitario medico**

Sono indetti pubblici concorsi, per titoli ed esami, a:

quattro posti di aiuto pediatra;

due posti di assistente ortopedico.

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento dei concorsi valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla ripartizione del personale (ufficio concorsi) dell'ente in Napoli.

(4343/S)

## OSPEDALE « D. CAMBERLINGO » DI FRANCAVILLA FONTANA

**Concorsi a posti di personale sanitario medico**

Sono indetti pubblici concorsi, per titoli ed esami, a:

un posto di primario ortopedico;

un posto di primario e un posto di aiuto di laboratorio di analisi cliniche;

un posto di aiuto otorino;

un posto di aiuto anestesista;

un posto di aiuto urologo;

un posto di assistente oculista.

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento dei concorsi valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla ripartizione personale dell'ente in Francavilla Fontana (Brindisi).

(4344/S)

## OSPEDALE CIVILE « S. MARIA DEGLI ANGELI » DI PORDENONE

**Aumento del numero dei posti e riapertura del termine per la presentazione delle domande di partecipazione al concorso a tre posti di assistente della divisione di ortopedia e traumatologia.**

E' riaperto il termine per la presentazione delle domande di partecipazione al pubblico concorso, per titoli ed esami, a tre posti di assistente della divisione di ortopedia e traumatologia (il numero dei posti è elevato a quattro).

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento del concorso valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla ripartizione personale dell'ente in Pordenone.

(4346/S)

## OSPEDALE « S. LEONARDO » DI CASTELLAMMARE DI STABIA

**Riapertura del termine per la presentazione delle domande di partecipazione al concorso ad un posto di assistente del laboratorio di analisi chimico-cliniche e microbiologia.**

E' riaperto il termine per la presentazione delle domande di partecipazione al pubblico concorso, per titoli ed esami, ad un posto di assistente del laboratorio di analisi chimico-cliniche e microbiologia.

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento del concorso valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla ripartizione personale dell'ente in Castellammare di Stabia (Napoli).

(4347/S)

## OSPEDALE « S. GIUSEPPE - SAMBIASI » DI NARDO'

**Riapertura del termine per la presentazione delle domande di partecipazione al concorso a posti di personale sanitario medico.**

E' riaperto il termine per la presentazione delle domande di partecipazione al pubblico concorso, per titoli ed esami, a:

un posto di direttore sanitario;

un posto di aiuto della divisione di chirurgia generale;

un posto di assistente del servizio di anestesia e rianimazione.

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento del concorso valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla direzione amministrativa dell'ente in Nardò (Lecce).

(4348/S)

## OSPEDALE « S. MARIA GORETTI » DI LATINA

**Riapertura del termine per la presentazione delle domande di partecipazione al concorso ad un posto di assistente oculista.**

E' riaperto il termine per la presentazione delle domande di partecipazione al pubblico concorso, per titoli ed esami, ad un posto di assistente oculista (a tempo pieno).

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento del concorso valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla segreteria dell'ente in Latina.

(4349/S)

## OSPEDALE «C. BELLI» DI MACERATA FELTRIA

**Riapertura del termine per la presentazione delle domande di partecipazione a concorsi a posti di personale sanitario medico.**

E' riaperto il termine per la presentazione delle domande di partecipazione al pubblico concorso, per titoli ed esami, a:

un posto di aiuto dirigente pediatra;

un posto di aiuto ostetrica.

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento dei concorsi valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla segreteria dell'ente in Macerata Feltria (Pesaro).

**(4350/S)**

## OSPEDALE «DANIELE - ROMASI» DI GAGLIANO DEL CAPO

**Riapertura del termine per la presentazione delle domande di partecipazione a concorsi a posti di personale sanitario medico.**

E' riaperto il termine per la presentazione delle domande di partecipazione ai pubblici concorsi, per titoli ed esami, a:

un posto di primario di radiologia e fisioterapia;

un posto di primario di laboratorio di analisi chimico-cliniche e microbiologia.

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento dei concorsi valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla direzione amministrativa dell'ente in Gagliano del Capo (Lecce).

**(4351/S)**

## OSPEDALE DEGLI INFERMI DI FINALE EMILIA

**Concorso ad un posto di aiuto otorinolaringoiatra capo della sezione autonoma**

E' indetto pubblico concorso, per titoli ed esami, ad un posto di aiuto otorinolaringoiatra, capo della sezione autonoma (a tempo pieno).

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento del concorso valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148, nonché le norme di cui alla legge regionale dell'Emilia-Romagna 10 marzo 1976, n. 12.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla direzione amministrativa dell'ente in Finale Emilia (Modena).

**(4339/S)**

## OSPEDALE «S. LUCA» DI VALLO DELLA LUCANIA

**Concorso ad un posto di aiuto di ortopedia e traumatologia**

E' indetto pubblico concorso, per titoli ed esami, ad un posto di aiuto di ortopedia e traumatologia.

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento del concorso valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni, rivolgersi alla segreteria dell'ente in Vallo della Lucania (Salerno).

**(4337/S)**

## OSPEDALE CIVILE «FRATERNITA S. MARIA DELLA MISERICORDIA» DI URBINO

**Concorso ad un posto di assistente della divisione di chirurgia generale**

E' indetto pubblico concorso, per titoli ed esami, ad un posto di assistente della divisione di chirurgia generale.

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento del concorso valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla segreteria generale dell'ente in Urbino (Pesaro).

**(4338/S)**

## OSPEDALE DEL COMPRENSORIO DI GUASTALLA

**Riapertura del termine per la presentazione delle domande di partecipazione al concorso ad un posto di aiuto del laboratorio di analisi chimico-cliniche e microbiologiche.**

E' riaperto il termine per la presentazione delle domande di partecipazione al pubblico concorso, per titoli ed esami, ad un posto di aiuto del laboratorio di analisi chimico-cliniche e microbiologiche.

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento del concorso valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla segreteria dell'ente in Guastalla (Reggio Emilia).

**(4352/S)**

## ISTITUTI OSPEDALIERI DI CASTIGLIONE DELLE STIVIERE

### Concorso ad un posto di primario anestesista

E' indetto pubblico concorso, per titoli ed esami, ad un posto di primario anestesista presso l'ospedale civile S. Pellegrino.

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento del concorso valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla segreteria generale dell'ente in Castiglione delle Stiviere (Mantova).

**(4301/S)**

## OSPEDALE CIVICO DI CHIVASSO

### Concorsi a posti di personale sanitario medico

Sono indetti pubblici concorsi, per titoli ed esami, a:

un posto di aiuto di ortopedia e traumatologia;

un posto di assistente di laboratorio di analisi.

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento dei concorsi valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla segreteria dell'ente in Chivasso (Torino).

**(4302/S)**

## OSPEDALE CIVILE «G. MARCONI» DI CESENATICO

### Concorso ad un posto di assistente chirurgo

E' indetto pubblico concorso, per titoli ed esami, ad un posto di assistente chirurgo (a tempo pieno).

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento del concorso valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148, nonchè le norme di cui alla legge regionale dell'Emilia-Romagna 10 marzo 1976, n. 12.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla direzione amministrativa dell'ente in Cesenatico (Forlì).

**(4303/S)**

## CAUSA PIA OSPITALIERA «UBOLDO» DI CERNUSCO SUL NAVIGLIO

### Concorso ad un posto di aiuto di pediatria

E' indetto pubblico concorso, per titoli ed esami, ad un posto di aiuto di pediatria.

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento del concorso valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi all'amministrazione dell'ente in Cernusco sul Naviglio (Milano).

**(4307/S)**

## OSPEDALE CIVILE «A. PUGLIESE» DI CATANZARO

### Concorsi a posti di personale sanitario medico

Sono indetti pubblici concorsi, per titoli ed esami, con rapporto di lavoro a tempo pieno, a:

un posto di assistente di nefrologia ed emodialisi;

due posti di assistente di cardiologia.

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento dei concorsi valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla direzione amministrativa dell'ente in Catanzaro.

**(4315/S)**

## OSPEDALI RIUNITI DI PARMA

### Riapertura del termine per la presentazione delle domande di partecipazione al concorso ad un posto di assistente della divisione di neurochirurgia.

E' riaperto il termine per la presentazione delle domande di partecipazione la pubblico concorso, per titoli ed esami, ad un posto di assistente della divisione di neurochirurgia.

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento del concorso valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla ripartizione personale dell'ente in Parma.

**(4316/S)**

ANTONIO SESSA, *direttore* DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S. (c. m. 411100783400)